

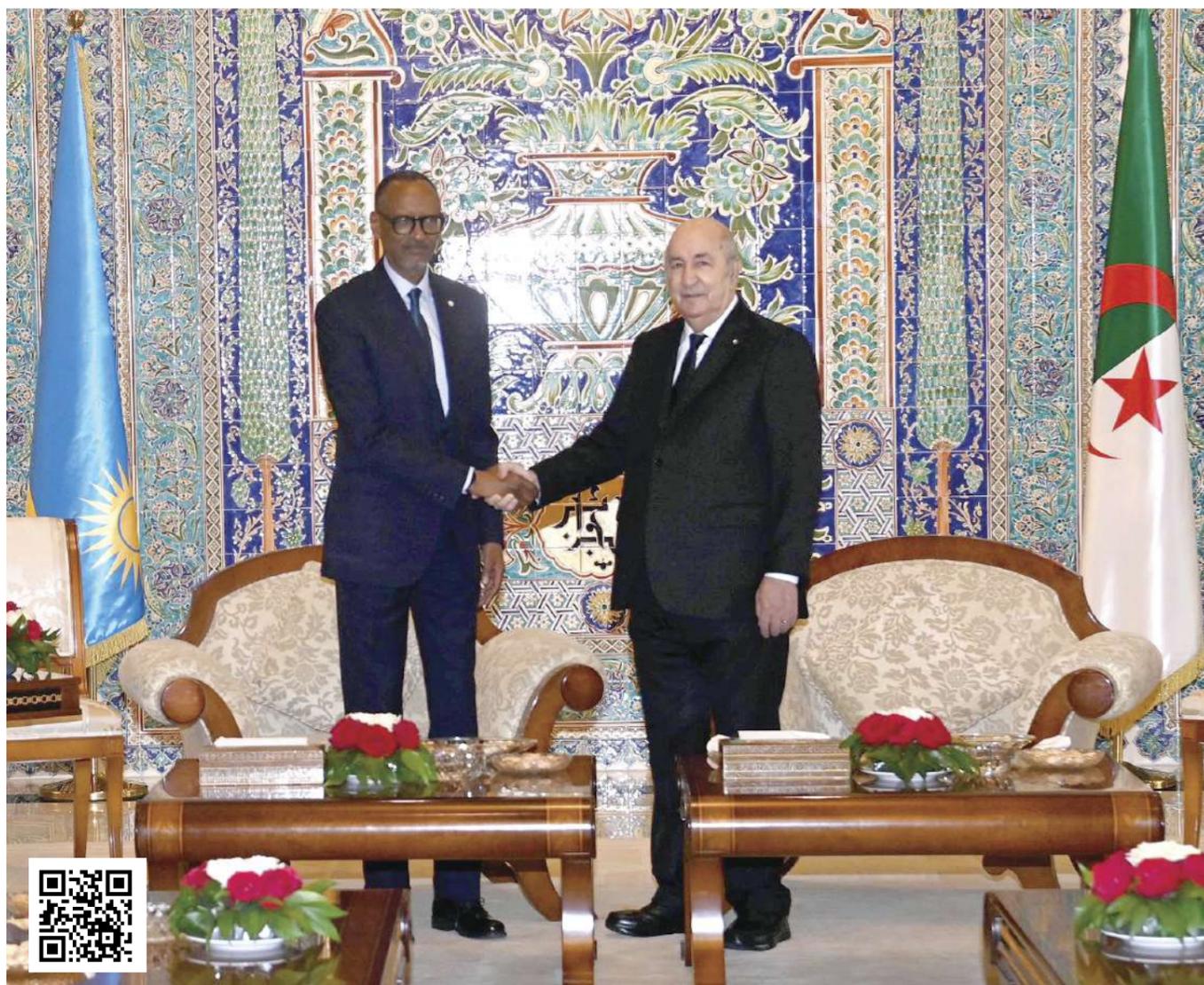
FRET MARITIME
La compagnie CMA CGM veut renforcer sa présence en Algérie

P 16

PLUSIEURS ACCORDS ET MÉMORANDUMS D'ENTENTE SIGNÉS

Alger et Kigali renforcent leur coopération

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réservé, hier, un accueil officiel à son homologue rwandais, Paul Kagame, en visite officielle de deux jours en Algérie. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations diplomatiques et économiques entre Alger et Kigali, avec pour ambition de consolider un partenariat stratégique entre les deux pays africains. P 3



SONELGAZ
Près de 180 milliards de DA à recouvrir

Alors que Sonelgaz poursuit ses efforts pour moderniser ses infrastructures et accompagner la transition énergétique du pays, l'entreprise publique doit faire face à un volume conséquent de créances impayées, estimé à 179 milliards de dinars. Cette situation impacte la capacité du groupe à financer ses projets et à assurer un fonctionnement optimal, a indiqué son porte-parole, Khalil Hedna.

P 3

PERMANENCE DURANT L'AÏD EL-ADHA

Plus de 55 000 commerçants mobilisés

À l'approche de l'Aïd El-Adha, le ministère du Commerce et de la Régulation du marché renforce ses dispositifs afin de garantir l'approvisionnement des citoyens en produits essentiels. Plus de 55 000 commerçants seront mobilisés à travers le territoire national, avec en parallèle l'ouverture exceptionnelle de marchés de gros et un renforcement des contrôles sur le terrain.

P 5

APPROVISIONNEMENT EN EAU DURANT L'AÏD EL-ADHA
L'ADE met en place un plan d'action rigoureux

En exécution des instructions du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, relatives aux préparatifs de l'Aïd El-Adha, et notamment à l'assurance de la disponibilité de l'eau potable durant cette occasion, l'Algérienne des Eaux (ADE) a mis en place un plan d'action rigoureux visant à garantir la continuité du service public d'alimentation en eau avant, pendant et après les jours de la fête.

P 5



PROJET D'UNITÉ DE PRODUCTION DE "MÉTHYL TERT-BUTYL ETHER" À ARZEW
Sonatrach passe du statut d'importateur à celui d'exportateur P 2

MINES
Sonarem compte lancer de grands projets avec des partenaires étrangers P 3

CONCOURS INTERNATIONAL EN ITALIE (EVO IOOC)
Deux marques algériennes d'huile d'olive primées P 3

ENVIRONNEMENT

Recyclage de 30%
des déchets d'ici
2029

Le plan d'action quinquennal du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie 2025-2029 vise à atteindre 30% de déchets recyclés, a indiqué lundi la ministre du secteur, Nadjiba Djilali. Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, Mme Djilali a précisé que le nouveau plan quinquennal du secteur visait à "consolider les principes de l'économie circulaire, notamment en portant à 30% le taux de recyclage des déchets". "Dans le nouveau plan, les déchets sont considérés comme une ressource à valoriser et non pas comme un fardeau environnemental", a souligné la ministre, insistant sur "l'importance du recours à la numérisation comme outil de gestion permettant d'avoir une vision globale de la quantité et de la nature des déchets à valoriser". Concernant le recyclage du plastique, la ministre a fait savoir que son département planchait actuellement, en coordination avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens, sur les moyens de valorisation des déchets plastiques sur le terrain, précisant que le secteur avait formé, l'année dernière, plus de 500 porteurs de projets en faveur de l'environnement, notamment dans le domaine du recyclage.

PÉTROLE

Le Brent proche
des 65 dollars

Les cours du pétrole restent stables mardi, le marché demeurant équilibré mais avec la perspective d'une demande d'or noir de plus en plus forte cet été. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 0,17% à 64,74 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, gagnait 0,26% à 62,68 dollars. La demande en or noir augmente de façon saisonnière, notamment avec une forte demande d'énergie liée aux températures élevées et à l'utilisation de la climatisation dans le monde, ainsi que les déplacements, ont souligné des analystes. D'autres facteurs vont aussi contribuer à la reprise de la demande, notamment la pénurie actuelle d'approvisionnement aux Etats-Unis, qui se reflète dans les faibles stocks.

BANQUE MONDIALE

L'économie algérienne progresse
à un rythme soutenu

L'économie algérienne a poursuivi son expansion en 2024, portée notamment par une dynamique notable dans les secteurs hors hydrocarbures, a indiqué à Alger Cyril Despots, économiste principal pour l'Algérie auprès de la Banque mondiale (BM).

Synthèse Selma R.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue en marge de sa mission en Algérie, et à la veille de la publication du rapport économique périodique de la BM consacré au pays, Despots a affirmé qu'en 2024, « la croissance économique a été robuste. Le produit intérieur brut hors hydrocarbures a progressé de 4,8 %, un rythme très appréciable ». Cette progression a été soutenue par une consommation privée dynamique ainsi qu'un investissement actif, dira-t-il, tout en mettant en avant également le recul notable de l'inflation, passée de 9,3% en 2023 à 4% en 2024. Cette décline de l'inflation s'explique, d'après lui, par la bonne performance du secteur agricole, qui a permis de modérer les prix alimentaires, et ce, malgré une pluviométrie moins abondante. Concernant les perspectives, la BM prévoit pour 2025 un rebond de la production et des exportations d'hydrocarbures, notamment grâce au relèvement des quotas de production de pétrole au sein de

l'OPEP+. Le rapport de la BM, intitulé « Accélérer les gains de productivité pour une croissance diversifiée et résiliente », met l'accent sur la nécessité d'améliorer la productivité et de réorienter progressivement l'emploi vers des secteurs plus productifs comme l'agriculture et la construction. « Des gains de productivité, en particulier dans l'industrie manufacturière et les services, sont indispensables pour libérer le potentiel de croissance de l'Algérie », a souligné M. Despots. Il a estimé qu'« une transition vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée, appuyée par un rééquilibrage budgétaire progressif, des réformes ciblées pour stimuler l'investissement privé et une stratégie de développement des compétences, sera déterminante pour bâtir une économie plus résiliente ». Amel Henider, économiste à la BM, a de son côté relevé que l'investissement « est resté dynamique » en 2024, soutenant la demande intérieure ainsi que les secteurs manufacturier et des services. « En parallèle, on observe une accélération de la production, avoisinant les 5 %, grâce notamment à la

bonne performance de plusieurs filières, en particulier une excellente saison céréalière », a-t-elle précisé.

« L'Algérie maintient une trajectoire de croissance solide. Toutefois, ses équilibres budgétaires et extérieurs restent très sensibles à l'évolution des prix du pétrole et du gaz », a estimé Kamel Braham, représentant résident de la BM en Algérie, dans un communiqué remis aux journalistes lors de la conférence. Il a souligné que l'accélération de la transformation structurelle est « essentielle pour renforcer la résilience et soutenir une croissance durable ». M. Braham s'est en outre félicité de la richesse des programmes de coopération technique entre la BM et l'Algérie dans plusieurs domaines. Dans ce sens, il a cité notamment des projets en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ainsi que des initiatives dans le développement des exportations hors hydrocarbures et l'entrepreneuriat féminin, « en cohérence avec les orientations du gouvernement algérien », a-t-il précisé.

PROJET D'UNITÉ DE PRODUCTION DE "MÉTHYL TERT-BUTYL ETHER" À ARZEW
Sonatrach passe du statut d'importateur à celui
d'exportateur

Par R. E.

Le projet de réalisation d'une nouvelle unité de production de Méthyl Tert-Butyl Ether (MTBE) dans la zone industrielle d'Arzew (Oran) a atteint un taux d'avancement de 67 %, selon les déclarations du Directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, lundi. Lors de sa visite du chantier, M. Hachichi a souligné à la presse l'importance stratégique de la production locale de cette substance, précisant qu'elle répondra aux besoins des unités de Sonatrach produisant de l'essence.

De plus, cela permettra à Sonatrach de passer du statut d'importateur à celui d'exportateur du MTBE, un additif utilisé dans la production de l'essence sans plomb. Il a également indiqué que les travaux avancent à un rythme soutenu et que la livraison du projet est prévue d'ici la fin de l'année en cours. De son côté, Miloud Amara, chef de département Développement de l'activité raffinage et pétrochimie chez Sonatrach, a précisé que la capacité de production de cette unité, dont les travaux ont démarré en juin 2022, s'élève à 200.000 tonnes par an. Le complexe

méthanol et ses dérivés, situé également dans la zone industrielle d'Arzew, est actuellement le seul en Algérie à produire du méthanol à partir de gaz naturel. Le nouveau projet vise à transformer environ 75 % du méthanol produit dans ce complexe en MTBE, selon les explications fournies sur place. Le PDG de Sonatrach a également inspecté la chaîne 100 du complexe de liquéfaction du gaz naturel (GL1Z) à Arzew, récemment remise en service après rénovation. Il a souligné que cette remise en service apportera une plus grande flexibilité au processus de li-

quification du gaz. M. Hachichi a ensuite visité la station de pompage d'eau de mer du complexe GL2Z, utilisée pour la lutte contre les incendies, le refroidissement des échangeurs et la production d'eau distillée. Cette station fait actuellement l'objet de travaux de réhabilitation qui devraient s'achever prochainement, selon les responsables. Il a clôturé sa visite en inspectant les bras de chargement des navires, récemment renouvelés. Quatre nouveaux bras ont été acquis dans le cadre du programme de modernisation des installations.

TRIBUNAL DE MEROUANA (BATNA)

Deux individus placés en détention provisoire
pour fraude aux épreuves du BEM

Le juge près le tribunal de Merouana (Cour de Batna) a ordonné le placement en détention provisoire, conformément à la procédure de comparution immédiate, d'un candidat pris en flagrant délit de triche lors de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), et de son complice suspecté de l'avoir aidé, indique, lundi, un communiqué du procureur de la République. "Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Merouana informe l'opinion pu-

blique que dans le cadre de la lutte contre les crimes portant atteinte à l'intégrité des examens, un candidat répondant aux initiales (R.A.O) a été pris en flagrant délit de fraude, en date du 1 juin 2025, lorsqu'il passait l'épreuve de la langue arabe à l'examen du BEM, en utilisant une oreillette Bluetooth et une carte électronique dotée d'une puce SIM, avec l'aide du dénommé (T.S), afin de lui fournir à distance les réponses aux questions posées", précise le communiqué. "En date du 2 juin, les suspects ont été présentés et poursuivis pour délit d'atteinte à

l'intégrité des examens, en tentant de faire fuiter les sujets pendant les épreuves de l'examen du BEM à l'aide de moyens de communication à distance, puis ils ont été déférés devant le tribunal conformément à la procédure de comparution immédiate", ajoute la même source. "Après leur comparution devant le juge, ce dernier a ordonné l'ajournement de l'affaire au 9 juin 2025, à la demande du premier accusé afin qu'il puisse préparer sa défense, ainsi que le placement des deux mis en cause en détention provisoire", conclut le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
EcoEdité par la
SARLLes enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
AbdelazizDirecteur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUSIEURS ACCORDS ET MÉMORANDUMS D'ENTENTE SIGNÉS

Alger et Kigali renforcent leur coopération

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réservé, hier, un accueil officiel à son homologue rwandais, Paul Kagame, en visite officielle de deux jours en Algérie. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations diplomatiques et économiques entre Alger et Kigali, avec pour ambition de consolider un partenariat stratégique entre les deux pays africains.

Par Sirine R.

En effet, cette rencontre diplomatique de haut niveau s'est soldée par la conclusion de nombreux accords et mémorandums d'entente, sous la présidence conjointe du Président Tebboune et de son homologue rwandais, illustrant ainsi la volonté commune des deux pays de renforcer leur partenariat stratégique et de promouvoir une coopération multiforme. Ainsi, un accord a été signé dans le domaine des télécommunications, ainsi qu'un mémorandum d'entente portant sur l'entrepreneuriat, l'innovation et l'économie numérique, un secteur en pleine expansion dans les deux pays. Les deux parties ont également signé un mémorandum d'entente relatif à la promotion de l'investissement, visant à faciliter les flux d'affaires et à encourager les partenariats entre opérateurs économiques algériens et rwandais. Dans le domaine pharmaceutique, un mémorandum d'entente a été signé entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et son homologue rwandaise,

marquant un premier pas vers une coopération dans l'industrie pharmaceutique et la régulation des produits de santé. Un autre accord a été conclu dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, ouvrant la voie à des projets conjoints dans la sécurité alimentaire et la modernisation des filières agro-pastorales.

Les deux pays ont également signé un accord dans l'enseignement supérieur et le développement de l'innovation, ainsi qu'un programme exécutif pour la période 2026-2029, axé sur les échanges académiques, la recherche scientifique et le transfert de technologie.

Un accord sur les services de transport aérien a également été conclu, visant à renforcer la connectivité entre les deux pays et à faciliter les échanges humains et commerciaux.

Concernant le domaine de la formation, Alger et Kigali ont signé un mémorandum d'entente dans le domaine de la formation professionnelle, en vue du développement des compétences et de l'échange d'expertise dans des métiers techniques et spécialisés.

Un accord a également été signé dans le domaine de la communication, pour favoriser l'échange d'expertise et le développement des médias. De plus, un accord de coopération judiciaire dans les domaines commercial et civil a été conclu, afin de garantir la sécurité juridique et de faciliter la résolution des litiges transnationaux.

Un mémorandum d'entente dans le domaine de la police a été signé, prévoyant des actions conjointes dans la formation, la prévention et la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Enfin, un accord d'exemption de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service a été paraphé, facilitant les déplacements des responsables des deux pays. En somme, la signature de ces accords marque une nouvelle ère dans les relations algéro-rwandaïses, fondée sur le respect mutuel, la solidarité africaine et une vision partagée du développement. Cette dynamique s'inscrit dans la stratégie plus large de l'Algérie, visant à renforcer sa présence en Afrique et à promouvoir une coopération Sud-Sud effective et durable.

MINES

Sonarem compte lancer de grands projets avec des partenaires étrangers

Par R. E.

Le groupe Sonarem compte lancer de grands projets miniers avec des partenaires étrangers dans le but de valoriser les ressources minières, a indiqué le PDG du groupe, Belkacem Soltani. Dans une déclaration à l'APS en marge d'une conférence sur le secteur minier et la diversification économique, organisé lundi soir, M. Soltani a précisé que le groupe travaillait en collaboration avec des sociétés omanaises, chinoises, turques et canadiennes sur des projets miniers qui seront bientôt concrétisés pour renforcer la contribution du secteur à la création de la richesse et d'emplois. Le secteur minier, qui enregistre des indicateurs positifs, constitue l'un des principaux piliers de la diversification économique, a souligné le responsable, insistant sur l'importance de la valorisation des ressources naturelles à travers la transformation industrielle et l'amélioration de la gouvernance. Selon lui, les partenariats internationaux sont essentiels dans cette démarche. La feuille de route du groupe repose sur le développement de l'industrie minière, la valorisation des ressources via la transformation industrielle, l'amélioration de la gouvernance et la formation de ressources humaines qualifiées, a-t-il expliqué. Rappelant qu'il n'était plus possible d'exporter des matières premières à l'état brut conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le PDG de Sonarem a souligné que la priorité était désormais accordée à la transformation industrielle locale des matières premières en produits industrialisés que l'Algérie importait par le passé. A l'ouverture de la rencontre, M. Soltani a indiqué que le groupe prônait une vision stratégique ambitieuse basée sur l'innovation et la proactivité pour assurer la pérennité de ses activités et renforcer sa position en tant que principal fournisseur des matières premières, réaffirmant son engagement en faveur de la durabilité et de la responsabilité environnementale. De son côté, le président du Centre algérien de la prospective économique, du développement des investissements et de l'entrepreneuriat (ACEFIDE), Akram Zidi, a mis en avant l'importance de la valorisation des ressources minières pour la réduction de la facture d'importation et l'augmentation la valeur des exportations hors hydrocarbures, appelant à la nécessité d'avoir des entreprises capables de dynamiser le secteur minier. Saluant les grands projets miniers en cours de réalisation dans nombre de wilayas pour soutenir le développement local, il a estimé que le projet de loi sur les activités minières imprimera une forte impulsion au secteur. Lors de la conférence, un mémorandum de coopération a été signé entre la filiale Sonarem-Formation et le Centre algérien de la prospective économique, du développement des investissements et de l'entrepreneuriat, pour le renforcement de la participation des jeunes aux projets miniers, l'échange d'informations économiques et l'organisation d'activités conjointes en lien avec le secteur.

CONCOURS INTERNATIONAL EN ITALIE (EVO IOOC)

Deux marques algériennes d'huile d'olive primées

Deux marques algériennes d'huile d'olive ont été distinguées lors du concours international "EVO IOOC", un événement annuel dédié à l'huile d'olive extra vierge, organisé en Italie. Il s'agit de "Dahbia", qui a remporté la médaille d'or, et de "Chibi", distinguée par une médaille d'argent, selon les résultats officiels publiés sur

le site du concours. L'huile d'olive Dahbia, qui a déjà brillé lors de plusieurs compétitions internationales au Japon, en Grèce, en Italie, en France et en Suisse, est produite par l'exploitation agricole de Hakim Alileche qui s'étend sur plus de 40 hectares dans la région de Benhar à Ain Ouessara. Quant à l'huile d'olive "Chibi", elle est produite de-

puis 1920 à Tirmidine dans la wilaya de Tizi Ouzou, par une entreprise familiale. Elle a également été primée dans plusieurs concours internationaux, notamment en Allemagne et au Royaume-Uni. Le concours EVO IOOC (Extra Virgin Olive Oil - Italy International Olive Oil Contest) est considéré comme l'une des compé-

titions les plus prestigieuses du secteur. Il est classé deuxième à l'échelle mondiale, après le concours Mario Solinas, organisé chaque année par le Conseil oléicole international pour récompenser les meilleures huiles d'olive extra vierge. L'édition 2025 du concours EVO IOOC a réuni des centaines de producteurs.

SONELGAZ

Près de 180 milliards de DA à recouvrir

Par Mourad A.

Alors que Sonelgaz poursuit ses efforts pour moderniser ses infrastructures et accompagner la transition énergétique du pays, l'entreprise publique doit faire face à un volume conséquent de créances impayées, estimé à 179 milliards de dinars. Cette situation impacte la capacité du groupe à financer ses projets et à assurer un fonctionnement optimal, a indiqué son porte-parole, Khalil Hedna. Intervenant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Khalil Hedna a précisé que le non-recouvrement des créances freine les investissements dans le réseau électrique et limite les actions en faveur de la qualité de service. Plusieurs facteurs expliquent cette accumulation : des ménages en difficulté, des entreprises privées en défaut de paiement, ainsi que certaines institutions publiques. Face à cela, Sonelgaz privilégie des solutions amiables avec les particuliers, telles que les facilités de paiement. La coupure d'électricité n'est envisagée qu'en dernier recours. Pour les administrations, des conventions spécifiques sont mises en place afin d'assurer la continuité des services sensibles. Toutefois, lorsque les démarches amiables échouent, des recours judiciaires sont engagés : plus de 18.000 dossiers ont ainsi été portés devant les tribunaux. « Sans

ces ressources, il devient difficile de maintenir un rythme d'investissement soutenu », a souligné Khalil Hedna. Et les besoins sont bien réels. À l'été 2024, l'Algérie a enregistré un pic de consommation de 19.543 MW, ce qui a nécessité une augmentation de la capacité installée à 27.333 MW, grâce à l'ajout de 1.172 MW en une seule année. Pour l'été prochain, la demande pourrait atteindre 21.500 MW en cas de conditions climatiques extrêmes.

Pour anticiper cette hausse, Sonelgaz a mobilisé 168 milliards de dinars dans un plan de préparation estivale. Celui-ci inclut la mise en service de la centrale de Bellara, à Jijel, avec une capacité de plus de 1.400 MW, ainsi que le renforcement des réseaux de transport et de distribution. À l'échelle nationale, 945 km de lignes à haute tension, six nouveaux postes de transformation et 622 transformateurs publics ont été ajoutés. Un effort particulier a également été consenti en direction du sud du pays. Dix wilayas du Grand Sud ont ainsi été équipées de turbines mobiles de 17 MW chacune, fabriquées localement à Ain Yagout. « Nous souhaitons que chaque citoyen, du Nord au Sud, bénéficie d'une alimentation électrique fiable et ininterrompue », a déclaré le porte-parole de Sonelgaz. Par ailleurs, l'entreprenariat a dû faire face à 12.873 actes de vandalisme ou de forage sauvage sur ses instal-

lations, causant des pertes estimées à 5,7 milliards de dinars. « Une part importante des interruptions de service est liée à ces agressions invisibles pour le grand public », a déploré Khalil Hedna. Malgré ce contexte difficile, Sonelgaz poursuit son engagement pour une transition énergétique ambitieuse. L'objectif fixé est de produire 15.000 MW d'énergie propre d'ici 2035.

Déjà, 3.200 MW sont en cours de réalisation, dont 300 MW devraient être opérationnels dès 2025. Ces efforts permettront d'économiser environ 1,4 milliard de mètres cubes de gaz par an. En parallèle, Sonelgaz valorise son excédent de production à l'international. En 2023, les exportations d'électricité ont généré 268 millions d'euros de recettes, soit une hausse de 22 % par rapport à l'année précédente. L'électricité algérienne est déjà exportée vers la Tunisie (500 MW), et des projets sont en cours avec la Libye et l'Italie, via un futur câble sous-marin stratégique. Au niveau national, le groupe soutient activement le développement agricole et industriel. À ce jour, 78.903 exploitations agricoles ont été raccordées à l'électricité, avec un objectif de 86.172 d'ici 2025. En parallèle, 390 zones industrielles font l'objet d'un accompagnement ciblé. Pour stimuler l'investissement, Sonelgaz propose également un raccordement sans avance initiale.

MONNAIE

Le dollar accuse le coup de la nouvelle charge douanière de Trump

Le dollar bat en retraite lundi, lesté par le doublement des surtaxes américaines sur l'acier et l'aluminium ainsi que le regain de tension entre Washington et Pékin. Cette annonce fragilise le dollar en raison des craintes que cela fait peser sur les conséquences d'une telle mesure sur l'économie américaine. Vers 14H25 GMT, le billet vert perdait 0,68% face à l'euro à 1,1426 dollar, et cédait 0,47% à la livre à 1,3523 dollar.

OIT

Les tensions commerciales pèsent sur les marchés du travail

Les tensions croissantes dans le commerce mondial pèsent sur les marchés du travail à travers le monde, a indiqué lundi le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Gilbert Hounbo, lors de l'ouverture de la 113e Conférence internationale du travail à Genève. M. Hounbo a rappelé que les prévisions mondiales en matière d'emploi pour 2025 ont été revues à la baisse, citant le dernier rapport de l'OIT sur les perspectives sociales et de l'emploi dans le monde. Selon le rapport, le nombre de nouveaux emplois qui devraient être créés en 2025 dans le monde a été révisé à 53 millions, soit sept millions de moins que les prévisions d'octobre dernier. M. Hounbo a attribué cette révision à la baisse principalement au ralentissement de la croissance économique mondiale dans un contexte de tensions commerciales croissantes. Il a également souligné l'impact croissant de l'intelligence artificielle sur les marchés du travail, notant que les professions hautement numérisées, telles que les médias, le développement de logiciels et la finance, sont confrontées à des risques croissants, tandis que les emplois impliquant des tâches manuelles répétitives deviennent de plus en plus vulnérables. La Conférence internationale du travail de cette année se déroulera jusqu'au 13 juin, les délégués des 187 Etats membres de l'OIT se concentrant sur des questions telles que la prévention des risques biologiques, le travail décent et les amendements proposés à la Convention du travail maritime.

AUGMENTATION DE L'OFFRE DE PÉTROLE EN JUILLET 2025

Le Ministre d'État, Ministre de l'Énergie salue la décision unanime de l'OPEP+

Le Ministre d'État, Ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, M. Mohamed Arkab, s'est exprimé sur la récente décision prise lors de la réunion du 31 mai 2025 par les huit pays de l'OPEP+ engagés dans les ajustements volontaires de production, portant sur une augmentation de l'offre globale du groupe de 411 000 barils par jour à partir de juillet 2025. « L'Algérie a pleinement soutenu cette décision collective, qui intervient dans un contexte de croissance saisonnière de la demande mondiale de pétrole, notamment pendant la période estivale », a déclaré M. Arkab. À cette occasion, le ministre a exprimé sa satisfaction concernant l'augmentation supplémentaire de 8 000 barils par jour de

la production algérienne de pétrole brut à compter de juillet. « Cette hausse accompagnera également la mise en service progressive de nouveaux champs pétroliers récemment développés, contribuant ainsi à une meilleure valorisation de nos ressources nationales », a-t-il ajouté. En réponse aux récentes informations relayées par certains médias faisant état de divisions entre les huit pays concernés par les ajustements volontaires, le Ministre d'État a réaffirmé l'unité du groupe : « Les consultations entre ces pays se sont déroulées de manière constructive et coordonnée, et l'accord sur l'augmentation de 411 000 barils par jour a été conclu dans un consensus total ». Il a également précisé : « L'Algérie n'a émis

aucune réserve concernant les ajustements convenus, et la réunion n'a envisagé aucune proposition allant au-delà des trois augmentations déjà approuvées. Toute information contraire ne reflète pas fidèlement le déroulement des discussions ». Enfin, M. Arkab a réaffirmé l'attachement fort de l'Algérie aux principes et à l'esprit de l'OPEP+ : « La position de l'Algérie a toujours été guidée par l'esprit de consensus et de solidarité qui fonde l'action du Groupe. En toutes circonstances, l'Algérie a respecté ses engagements de production avec rigueur et une discipline exemplaire, témoignant ainsi de son engagement indéfectible envers les objectifs de la Déclaration de Coopération ».

L'AMBASSADEUR DU CHILI EN ALGÉRIE, M. FRANCISCO JAVIER BERGUNO HURTADO L'A SOULIGNÉ

L'Algérie, un modèle de stabilité et de développement dans la région

L'ambassadeur du Chili en Algérie, M. Francisco Javier Berguno Hurtado, a qualifié, lundi, l'Algérie de "modèle de stabilité et de développement dans la région", louant la qualité des relations bilatérales, marquées par une coopération dynamique et un engagement partagé. A l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au terme de sa mission en Algérie, l'am-

bassadeur chilien a exprimé son "appréciation profonde" pour le soutien dont il a bénéficié pendant son séjour en Algérie, un pays qu'il a qualifié de "modèle de stabilité et de développement dans la région". Il s'est dit "convaincu" que les liens entre les deux pays "continueront de se développer et de prospérer pour notre bénéfice mutuel". "J'ai eu l'honneur aujourd'hui de transmettre au président de la République ma profonde reconnaissance pour la cordialité, la collaboration et le respect dont j'ai bénéficié, durant ma mission dans ce beau pays. Ce fut un privilège de représenter ma nation et d'œuvrer au renforcement des liens entre nos deux peuples", a-t-il souligné. Il a fait remarquer que l'Algérie lui a appris "la valeur de sa riche histoire et de sa culture, ainsi que l'engagement de son peuple en faveur du progrès et de la paix", exprimant sa reconnaissance pour "l'hospitalité et l'esprit de coo-

pération" qui caractérisent le peuple algérien. Ces valeurs, a-t-il dit, ont été "essentielles à la réalisation de projets communs dans divers domaines et reflètent notre vision partagée d'un avenir plus prospère". Le diplomate a rappelé les progrès réalisés dans des domaines clés, tels que "l'énergie et les mines, les relations interparlementaires, la coopération multilatérale et la culture". Il a également évoqué la reprise des "consultations politiques régulières" entre les deux pays, soulignant qu'au plan économique, "le commerce entre nos deux pays, bien que modeste, a doublé entre 2023 et 2024 avec une balance tout à fait équilibrée". En quittant son poste, il a confié porter en soi "une profonde affection et un profond respect pour l'Algérie et pour son peuple".

**TRANSPORTS FERROVIAIRES
La SNTF lance de nouvelles lignes inter-wilayas**

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé lundi, dans un communiqué, le renforcement de ses lignes actuelles et la création de nouvelles lignes inter-wilayas, à compter de mercredi prochain. Cette opération intervient "en application des instructions du ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, concernant notamment la mise en service des trains Coradia et des trains rénovés dans les ateliers de la société", précise le communiqué. Dans ce cadre, l'opération prévoit le lancement d'une nouvelle ligne de train de nuit reliant Alger et Tlemcen via Oran et Sidi Bel Abbès, et d'une autre nouvelle ligne reliant Constantine et Biskra via Batna. La ligne Alger-Oran sera également renforcée avec deux voyages quotidiens supplémentaires pendant la journée, selon la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفيه والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 03 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Juin 2025

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg			المنتجات	
	متوسط Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	54	البطاطا
	Tomate	81	94	68	الطماطم
	Oignon sec	45	53	38	البصل الجاف
	Ail vert	152	172	132	الثوم الخضراء
	Carotte	84	94	74	الجزر
	Navet	93	104	82	لفت
	Poivron	105	121	89	الفلفل الاخضر
	Piment	128	148	108	الفلفل الحار
	Courgette	83	95	72	الكوسة
	Haricot vert	193	213	172	الفاصولياء الخضراء
Laitue	108	122	95	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	429	499	359	التفاح المحلي
	Datte	562	703	421	التمر
	Banane	422	429	413	الموز
	Melon	127	146	108	البيطيخ الاصفر
Pastèque	84	99	69	البيطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Vlande bovine locale	1769	1906	1633	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	299	312	285	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,73	-0,83	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 416,00	1420,00	0,28	0,40	1,01	0,00	-	1000	1 420 000,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	2,19	6,56	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	6113	14 059 900,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,52	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,10	-4,29	2,03	-	0	0,00

APPROVISIONNEMENT EN EAU DURANT L'AÏD EL-ADHA

L'ADE met en place un plan d'action rigoureux

En exécution des instructions du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, relatives aux préparatifs de l'Aïd El-Adha, et notamment à l'assurance de la disponibilité de l'eau potable durant cette occasion, l'Algérienne des Eaux (ADE) a mis en place un plan d'action rigoureux visant à garantir la continuité du service public d'alimentation en eau avant, pendant et après les jours de la fête.

Par Sirine R.

Selon le directeur central chargé de la clientèle et de la communication à l'ADE, Salah Eddine Cheriet, « les réservoirs d'eau seront remplis et un volume de 7 millions de mètres cubes d'eau sera stocké en prévision de l'Aïd El-Adha ». S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'ADE sur les préparatifs liés à cette fête religieuse, Cheriet a expliqué qu'un ensemble de mesures préventives a été adopté, à savoir la mobilisation de toutes les ressources en eau, afin d'assurer une disponibilité continue de l'eau tout au long de la journée, avec une attention particulière portée à

la matinée, période de pic de consommation en raison des opérations d'abattage, et le renforcement des équipes de maintenance et d'intervention rapide. Cela inclut le fonctionnement 24h/24 des forages et des stations de traitement, ainsi que le remplissage progressif de tous les réservoirs de distribution. Une autre mesure importante est la mise en état d'alerte pour une prise en charge immédiate de toute panne imprévue susceptible d'affecter la continuité du service. Des équipes d'intervention en rotation (8h/3h) ont été mobilisées, ainsi que des équipes de maintenance mobiles prêtes à intervenir en cas d'urgence. Il a également indiqué que les réseaux de dis-

tribution seront sectorisés et que des camions-citernes seront mobilisés pour l'acheminement de l'eau dans les quartiers. Concernant la capacité de production de l'ADE, le responsable a précisé qu'elle s'élève actuellement à 6 millions de mètres cubes par jour. Salah Eddine Cheriet a en outre fait savoir qu'un plan national a été élaboré, identifiant les points sensibles et les quartiers prioritaires, avec la mobilisation de 500 camions équipés de citernes pour intervenir dans les zones urbaines, notamment auprès des familles habitant les étages supérieurs et procédant à l'abattage des moutons dans la rue, afin d'assurer le nettoyage et d'aider les citoyens à disposer d'eau en quantité suffisante.

PERMANENCE DURANT L'AÏD EL-ADHA

Plus de 55 000 commerçants mobilisés

Par M. A.

À l'approche de l'Aïd El-Adha, le ministère du Commerce et de la Régulation du marché renforce ses dispositifs afin de garantir l'approvisionnement des citoyens en produits essentiels. Plus de 55 000 commerçants seront mobilisés à travers le territoire national, avec en parallèle l'ouverture exceptionnelle de marchés de gros et un renforcement des contrôles sur le terrain. Ce dispositif a été présenté, hier mardi lors d'une réunion de coordination présidée par le ministre Zitouni au siège du minis-

tère. Cette rencontre avait pour objectif d'examiner les préparatifs liés aux jours fériés de l'Aïd et d'assurer la continuité de la distribution des produits et services de première nécessité. Selon le communiqué officiel, 55 602 commerçants ont été désignés à travers l'ensemble des wilayas pour assurer la permanence pendant cette période. La couverture prévoit également la mise en service de 547 unités de production, en plus du déploiement de 2 801 agents de contrôle à travers le pays. Ces derniers auront pour mission de veiller au respect des règles commerciales, sanitaires et de

qualité, afin de garantir un service fiable et conforme aux attentes des citoyens. Parmi les produits ciblés figurent les produits alimentaires de base, notamment le pain, les fruits et légumes, le lait ainsi que les eaux minérales. Ce plan vise à assurer leur disponibilité continue durant les jours de fête, période souvent marquée par une forte demande. Dans le cadre de cette mobilisation, Tayeb Zitouni a également instruit l'ouverture exceptionnelle des marchés de gros régionaux de fruits et légumes, relevant de la société publique Magros, pen-

dant toute la durée de l'Aïd. Cette mesure vise à prévenir les ruptures d'approvisionnement et à freiner toute forme de spéculation sur les prix, phénomène fréquemment observé durant les grandes fêtes religieuses. La réunion a également permis de faire le point sur les récentes mises à jour de l'application « Morafik.com », conçue pour informer les citoyens sur les points de vente en activité pendant les périodes de permanence. Le ministre a salué cette initiative numérique, la qualifiant d'outil essentiel pour améliorer l'interaction entre l'administration et les usagers. « La numérisation du

contrôle commercial et l'usage de plateformes électroniques sont des piliers essentiels pour moderniser le service public et mieux répondre aux attentes des citoyens, en particulier lors des grandes occasions », a déclaré Zitouni. L'ensemble de ces mesures traduit une volonté claire des autorités de placer le citoyen au centre des préoccupations, en assurant non seulement la disponibilité des produits de consommation courante, mais aussi en veillant à la stabilité des prix et à la qualité des services offerts durant l'Aïd El-Adha.

EXPLOITATION DES PLAGES EN ALGÉRIE

Une loi pour mettre fin à l'impunité

Par Reda Hadi

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a annoncé à Alger avoir achevé la révision des dispositions de la loi fixant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages pour la saison estivale 2025, lors d'une audition devant les députés. Ainsi, après plusieurs saisons estivales marquées par le désordre, les dépassements et la privatisation sauvage des plages, un vent de changement souffle sur le littoral algérien. Lors de son audition par la Commission de la culture, de la communication et du tourisme à l'Assemblée populaire nationale, la ministre a affirmé que la révision du projet de loi amendement et complétant la loi 03-02 du 17 février 2003, fixant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages, visait à « remédier aux insuffisances enregistrées dans l'application de certaines dispositions et aux dysfonctionnements constatés sur le terrain lors des différentes saisons estivales ». La première responsable

du secteur du Tourisme a indiqué que le projet de révision de cette loi « a concerné dix articles, avec l'introduction de deux nouveaux articles visant à remédier à un ensemble de difficultés ». Un message fort, qui réaffirme le droit des citoyens à jouir librement du littoral, sans avoir à subir les abus de certains exploitants. Il faut dire que ces dernières années ont vu proliférer les pratiques illégales : plages confisquées, accès payants imposés de manière arbitraire, services médiocres et absence de contrôle. Cette situation a fini par entacher l'image de la saison estivale et nourrir un profond sentiment d'injustice chez les citoyens. « L'entrée aux plages est gratuite », stipule pourtant l'article 5 de la loi en vigueur. Une disposition souvent ignorée sur le terrain. Désormais, avec ce projet de loi, l'État entend reprendre la main. Les espaces octroyés par voie d'attribution devront répondre à un cahier des charges strict, validé par les autorités locales, et les exploitants devront être qualifiés professionnellement pour exercer dans le domaine touris-

tique. En effet, ce projet de loi, qui actualise le texte de 2003, pose enfin un cadre clair : pas plus de 30 % de la superficie totale d'une plage ne pourra être concédée à l'exploitation touristique, le reste, soit 70 %, devant rester entièrement gratuit et accessible à tous les estivateurs. En outre, le nouveau dispositif prévoit l'élaboration de plans d'aménagement touristique pour chaque plage, prenant en compte la nature du site, les zones de baignade, les espaces gratuits, les circuits de circulation, et même des aménagements spécifiques pour les personnes en situation de handicap. Des zones seront délimitées pour les activités nautiques, comme les jet-skis et les embarcations de loisir, interdites sur les plages non autorisées. L'objectif est double : garantir la sécurité des baigneurs et améliorer la qualité de l'offre récréative. Le projet de loi accorde également une place importante à la régulation et au contrôle. Les gardes-côtes rejoignent désormais la liste des agents habilités à constater les infractions — un renfort

bienvenu pour faire respecter la loi sur l'ensemble des 2 148 kilomètres de côtes. Avec cette réforme, l'Algérie entend tourner la page des étés gâchés par la désorganisation et les abus. Il s'agit non seulement de protéger le droit des citoyens à accéder librement aux plages, mais aussi de valoriser le littoral comme un véritable atout touristique, à la hauteur des attentes des vacanciers locaux, des membres de la diaspora et même des visiteurs étrangers. Autre mesure phare : la simplification des procédures d'attribution. Fini les lenteurs administratives qui décourageaient les opérateurs sérieux. Le pouvoir de décision sera désormais entre les mains du wali, qui signera directement les accords d'exploitation après validation du plan d'aménagement par la commission de wilaya. En cas d'échec de la procédure d'appel d'offres, le texte prévoit la possibilité de recourir à la négociation directe avec les communes ou les établissements publics du secteur touristique, afin d'éviter le blocage des projets et d'assurer une offre de qualité.

AÏD EL-ADHA

Naftal assure la continuité de la distribution des carburants et du gaz butane

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a annoncé, mardi dans un communiqué, que la distribution des carburants et du gaz butane sera assurée normalement à travers tout le territoire national durant les jours de l'Aïd El-Adha. Naftal a indiqué que "la distribution des produits pétroliers sera assurée 24h/24 à travers l'ensemble de ses stations-service et points de vente, comme c'est le cas tout au long de l'année". L'entreprise a également rassuré sa clientèle quant à la disponibilité du gaz butane, "dont la demande est généralement élevée pendant cette fête", affirmant qu'il sera disponible dans tous ses points de vente.

CONSTANTINE
**550.000 m3 d'eau
pour assurer un
approvisionnement
régulier durant
les jours de l'Aïd
El-Adha**

La société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (SEACO) a mobilisé 550.000 m3 d'eau pour assurer un approvisionnement régulier et en quantités suffisantes des diverses localités durant les jours de la fête l'Aïd El-Adha, a-t-on appris lundi auprès de son directeur général. Dans une conférence de presse de présentation des préparatifs relatifs à la fête de l'Aïd El-Adha et la saison estivale 2025, Abdelkrim Chebri a précisé que la SEACO a, dans une opération anticipée, rempli 13 châteaux d'eau principaux d'une capacité totale de 230.000 m3 dans le cadre d'un plan visant à assurer un approvisionnement régulier en eau durant les jours de l'Aïd El-Adha qui connaissent une forte consommation de cette denrée vitale.

La quantité d'eau quotidiennement produite dans la wilaya a augmenté de 290.000 m3 à 320.000 m3 avec une hausse de 30.000 m3 à la faveur de l'entrée en exploitation dernièrement de trois nouveaux forages, a indiqué le même responsable.

Il s'agit d'un forage au champ Boumerzoug (Constantine) avec un débit de plus de 100 litres/seconde, un autre au champ El Merdja (El Khroub) avec un débit de 40 litres/seconde et un troisième au champ Hammam Zaoui (Hamma Bouziane) avec un débit de plus de 50 litres/seconde, selon la même source.

Aussi, une nouvelle station de pompage destinée à alimenter le château d'eau El-Ghirane (Hamma Bouziane) de 5.000 m3 a été mise en service, outre le projet de sécurisation de l'approvisionnement de la ville de Constantine en eau potable dans sa tranche destinée à la région El Berda-Djebel El Ouahch-Retba depuis de la château d'eau d'El Guemas d'une capacité de 50.000 m3.

Ces mesures, a-t-on précisé, sont inscrites dans le cadre du plan global élaboré par la société pour accompagner les citoyens durant les jours de la fête de l'Aïd et éviter les perturbations avec insistance sur la rationalisation de la consommation de cette ressource vitale.

TIPASA

D'importants moyens mobilisés dans la lutte contre les feux de forêts

D'importants moyens matériels et humains ont été mobilisés par la conservation des forêts de Tipasa dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts durant l'été 2025, a-t-on appris, lundi, auprès de cette structure.

Il s'agit notamment de l'acquisition de deux drones de type "Aures 700" et "DJI Mini 3 Pro", destinés à effectuer des patrouilles de surveillance des forêts, coordonner avec les équipes opérationnelles sur le terrain et surveiller l'étendue des incendies en cas de déclenchement, selon la même source.

A cela, s'ajoute le déploiement sur le terrain d'équipes opérationnelles dans le cadre du plan annuel de lutte contre les feux de forêts, avec la mobilisation de 26 camions et engins, dont une colonne mobile composée de neuf camions-citernes d'une capacité de 1.000 à 3.000 litres, neuf autres camions utilisés pour les premières interventions et 120 pompes manuelles, le

tout appuyé par 242 agents, entre cadres et employés.

Par ailleurs, la Conservation des forêts de Tipasa a mis en œuvre plusieurs projets au titre des préparatifs de la campagne de lutte contre les feux de forêts, lancée officiellement le 1er mai dernier jusqu'à la fin du mois de septembre prochain.

Ces projets, concrétisés à 100 %, au titre de la campagne 2023/2024, sont notamment représentés par l'ouverture de nouvelles pistes dans les zones forestières denses sur plus de 52 km, l'aménagement de près de 178 km de pistes rurales et forestières, la réalisation de 13 tours de vigie, 15 bassins d'eau, ainsi que l'ouverture et l'aménagement de tranchées pare-feu sur une super-

ficie globale de 351 hectares, note la même source.

Les projets inscrits au titre de l'année 2025 ont atteint un taux d'avancement estimé à 80 %, selon la même source, qui a souligné, notamment, la réalisation de 80 km de pistes forestières sur un total de 100 km programmés, en plus d'une autre opération inscrite sur le budget de la wilaya portant aménagement de 10 bassins d'eau.

A noter que la wilaya de Tipasa a enregistré, durant l'été 2024, la perte de 19 hectares de couvert végétal, dont trois hectares de forêts, contre 142 hectares de couvert végétal brûlés en 2023, dont 52 hectares de forêts, ajoute la même source

SÉTIF

Actualisation en officine de près de 19.000 cartes «Chifa» depuis le lancement de ce service

Les cartes "Chifa" actualisées à distance, dans des officines de la wilaya de Sétif, depuis le début de ce service en mai dernier, ont atteint le nombre de 18.689, a indiqué, lundi, le directeur de l'agence locale de la Caisse nationale d'assurances sociales (CNAS), Nassim Masmoudi. "Ce nouveau service numérique constitue un acquis important en matière d'amélioration du service public et d'allègement des procédures administratives, dès lors qu'il permet aux assurés sociaux et à leurs ayants

droit, de mettre à jour la carte directement au niveau des officines pharmaceutiques conventionnées avec la Caisse à travers le pays, sans avoir à se déplacer vers les structures de paiement", a précisé le même responsable en marge des portes ouvertes organisées du 2 au 5 juin dans les locaux de l'agence.

M. Masmoudi a ajouté que l'opération s'inscrit également dans le cadre du passage à la 2ème génération de la carte "Chifa", désormais dotée d'une puce électronique plus évoluée qui

permet de traiter les 40 dernières ordonnances prescrites et les 400 derniers médicaments délivrés, tout en relevant le plafond autorisé pour l'achat de médicaments de 3.000 à 5.000 dinars pour les assurés exempts de maladies chroniques. Il a également indiqué que l'agence de Sétif de la CNAS a délivré, jusqu'à présent, un total de 643.435 cartes "Chifa" aux assurés sociaux, notant, dans le même contexte, que le nombre des pharmacies conventionnées avec la Caisse dans la wilaya de Sétif

a atteint 539 officines, ce qui permet de garantir l'acquisition, par les assurés, des médicaments qui leur sont nécessaires.

De plus, la CNAS a introduit plusieurs services numériques dans le cadre de l'allègement des procédures de paiement et des services qui épargnent aux citoyens le déplacement vers les guichets de la Caisse, la transformation numérique ayant atteint "un stade avancé", a conclu le directeur de l'Agence CNAS de Sétif.

TOUGGOURT

Prise de mesures pour assurer la continuité du service public durant la fête de l'Aïd

Une batterie de mesures susceptibles d'assurer une régularité dans l'alimentation en eau potable durant la fête de l'Aïd El-Adha a été prise par l'Algérienne des eaux (ADE) dans la wilaya de Touggourt, a-t-on appris lundi auprès de l'entreprise.

Une série d'opérations ont été réalisées en matière de nettoyage des canalisations de distribution, de réparation des fuites d'eau

sur plus de 315 points du réseau de distribution de la wilaya, ainsi que l'intervention sur les pannes électriques relevées au niveau des forages à travers les daïras de Touggourt, Taïbet et Témachine, et la rénovation de certaines pompes immergées, a précisé, à l'APS, la responsable de la communication à l'ADE-Touggourt, Wafa Tabi. Outre ces actions, il est fait état de la mobilisation d'équipes techniques pour inter-

venir en cas de pannes pour assurer la continuité du service public durant la fête de l'Aïd.

Les services de l'ADE ont également procédé, en coordination avec différents partenaires, au lancement d'une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation de l'eau et la lutte contre le gaspillage, en vue d'éviter des perturbations dans l'approvisionnement.

EL BAYADH

La commune d'El Bayadh bénéficie de plusieurs projets de développement

La commune d'El Bayadh a bénéficié de nombreux projets de développement touchant les secteurs de l'habitat, de l'éducation et du sport, qui ont été inspectés, lundi, par le Secrétaire général de la wilaya, Akli Ouali. Dans ce cadre, le responsable a visité plusieurs chantiers en cours au chef-lieu de la wilaya, notamment un projet de 450 logements publics locatifs, dont 200 unités au quartier

"Cheikh Bouâmama" et 250 autres à la zone de "Thenia", dont la réception est prévue avant la fin de l'année en cours. Il a également inspecté l'état d'avancement de plusieurs infrastructures éducatives qui doivent entrer en service lors de la prochaine rentrée scolaire, notamment le lycée "Chahid Gouar Mohamed" d'une capacité de 1.000 places pédagogiques, situé sur la route d'Aflou, ainsi qu'un collège et

deux écoles primaires dans les quartiers "AADL" et "Les Frères Hassani". La visite a aussi porté sur les travaux d'aménagement extérieur de deux piscines de proximité : celle du "Chahid Sahnoun Amar" au quartier "Ouled Yahia", et celle du "Moudjahid défunt Merzouki El Hadj Laradj" dans le quartier "Les Frères Hassani", toutes deux devant être mises en service prochainement. Les travaux d'aménage-

ment urbain au centre-ville d'El Bayadh ont également été suivis. En prévision de l'Aïd El-Adha et de la saison estivale, une grande campagne de nettoyage a été lancée à travers les quartiers de la ville. Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés à cet effet, en coordination avec les différents services concernés, tels que la commune, l'agence foncière et l'Office national de l'assainissement.

LE PARI PERDU DE LA RUSSIE

L'industrie du charbon s'effondre malgré l'entêtement du Kremlin

L'année 2024 a été catastrophique pour la filière charbonnière russe. Si l'embargo européen ayant suivi l'invasion de l'Ukraine n'a rien arrangé, il semble que le pays n'ait pas pris la mesure de la transition énergétique en Europe.

Nina Bailly

Plus de la moitié des entreprises productrices de charbon en Russie n'étaient pas rentables à la fin de l'année 2024. Suite à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, l'embargo européen déclaré en 2022 a fait chuter la demande de charbon russe, mais les sanctions n'expliquent pas tout. Selon l'analyse de la journaliste Tatiana Lanshina dans le média russe indépendant The Insider, les dégâts sur l'industrie auraient pu être anticipés bien avant. Notamment, compte tenu de la volonté européenne de transitionner vers les énergies renouvelables. Depuis le 10 août 2022, l'Union européenne a décidé de cesser d'acheter du charbon russe. À ce moment, les autorités russes ne s'en sont pas préoccupé outre mesure, les prix de toutes les énergies ayant explosé suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Le Kremlin pensait également pouvoir rediriger facilement ses exportations de charbon vers

l'est. De plus, seulement 20% du charbon russe était encore destiné à l'Europe avant la guerre, contre 40% en 2014-2015. Le pari aurait pu être gagnant. Durant les premiers mois de l'invasion russe en Ukraine, l'industrie charbonnière russe semblait se porter plutôt bien. Cependant, des problèmes majeurs ont fait leur apparition en 2024, année où les pertes nettes du secteur se sont élevées à 112,6 milliards de roubles (environ 1,2 milliard d'euros), contre un bénéfice net de 374,7 milliards de roubles en 2023 (soit environ 4 milliards d'euros). À l'échelle nationale, plus de la moitié des entreprises charbonnières (53,3%) sont devenues déficitaires, alors qu'un an plus tôt, moins d'un tiers (31,5%) affichait des pertes. Selon le ministère russe de l'Énergie, vingt-sept entreprises, représentant environ 10% de la production totale de charbon russe, sont actuellement proches de la faillite. Soixante-deux autres entreprises, responsables de près de 30% de la production, auraient affiché des pertes « supérieures à la moyenne ».

Chute des prix

Certaines entreprises de charbon retardent donc le versement des salaires, licencient des mineurs et suspendent leur production. L'année dernière, les mineurs de la mine « Inskaya », dans la principale région minière du bassin du Kouznetsk, ont mené des grèves de la faim. Fin 2024, plus de la moitié des travailleurs avaient été licenciés et les mineurs ayant publiquement exprimé leur mécontentement auraient eu des difficultés à retrouver un emploi. Un examen des graphiques des prix du charbon ne laisse aucun doute quant à la soudaine détérioration du secteur charbonnier russe. En 2023, le prix du charbon a parfois atteint près de 450 dollars la tonne (400 euros) en raison de la crise énergétique européenne. Mais au second semestre 2023 et début 2024, les prix ont chuté à environ 150 dollars la tonne (132 euros environ), puis, fin 2024, sous la barre des 100 dollars la tonne (89 euros environ). Il s'agit en substance d'un retour aux niveaux de prix d'avant la pandémie, lorsque le coût du

charbon stagnait depuis plusieurs années. Avec les récentes baisses de la demande des principaux acheteurs de charbon en Asie – Chine, Inde, Japon et Corée du Sud –, les prix du charbon thermique pourraient chuter entre 69 à 76 dollars la tonne en 2025-2026 (soit environ 60 à 66 euros). Même avant la pandémie, alors que les principaux pays de l'UE adoptaient des plans de sortie progressive du charbon, la Russie continuait de moderniser d'anciens terminaux et de construire de nouvelles installations dans les ports proches de Saint-Petersbourg et de Mourmansk, afin de maintenir l'approvisionnement en charbon vers l'ouest. Les producteurs de charbon russes ne semblaient donc tout simplement pas croire à la réalité de cette transition. La Russie ne montre d'ailleurs toujours aucun signe de changement de cap: le 12 avril, elle a adopté une nouvelle stratégie énergétique à l'horizon 2050, un document qui prévoit une expansion massive de la production de charbon jusqu'à 586,4 millions de tonnes d'ici 2050.

Source : Slate.fr-12 mai 2025

AFRIQUE

«Le bon moment pour revoir les liens de l'Europe avec ses proches voisins du Sud»

Par Jean-Michel Huet, associé chez BearingPoint

Alors que l'attention géopolitique mondiale se focalise sur l'Europe, l'Ukraine ou la Chine, un continent reste en marge des débats : l'Afrique. Pourtant, les décisions américaines, les reculs russes, les enjeux migratoires et les partenariats avec l'Union européenne révèlent une réalité stratégique incontournable. Le début d'année 2025 focalise l'attention sur les États-Unis, l'Europe, l'Ukraine, la Chine et la Russie, mais les effets de bord sont aussi notables avec un continent peu évoqué qu'est l'Afrique. L'annonce en ce début mai de l'arrêt de la contribution des États-Unis aux fonds de la Banque africaine de Développement (BAD) pour 500 millions de dollars, vise pour la première fois directement le continent, l'arrêt brutal de l'USAID avait un impact plus large : le premier pays concerné par l'USAID était l'Ukraine même si financière cela représente plus de 15 milliards de dollars impactés pour une quinzaine de pays africains dont le Congo RDC, le Soudan, l'Égypte sur des préoccupations alimentaires et de santé (paludisme, Sida). Dès le début de l'invasion par la Russie de l'Ukraine, les impacts ont été lourds en Afrique. Deux exemples illustrent cela : l'impact sur le coup de la vie sur des produits de base tel le pain, beaucoup de pays africains dépendants des approvisionnements ukrainiens et russes ; les actions dans un grand nombre de pays du continent des agents russes au premier rang desquels Wagner.

La donne nouvelle continue d'avoir des impacts sur le continent. Le désengagement de Wagner (mobilisé sur d'autres terrains), l'échec russe en Syrie font vaciller des certitudes sur « l'allié russe » tandis que les choix de la nouvelle administration américaine ont aussi un impact fort. Il s'agit peut-être là du moment de revoir aussi les liens entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) dans le cadre de ces bouleversements. Les sujets économiques, de défense et migratoire sont au cœur de ce partenariat à renouveler. L'Union européenne est le premier partenaire commercial de l'Afrique devant la Chine et les États-Unis, représentant près de quatre dixièmes de son commerce extérieur. Elle représente la même proportion des investissements directs à l'étranger (IDE) en Afrique. Ces échanges sont favorisés par la proximité géographique des marchés, par la croissance observée en Afrique bien supérieure à celle de l'Europe, par la démographie qui fait de l'Afrique un marché jeune. Des négociations entre l'Union européenne et l'Afrique pourraient se concevoir comme un laboratoire sur de nouveaux principes que les deux continents souhaiteraient voir adopter au niveau mondial : soutenabilité des secteurs économiques, mécanismes de compensation repensés, mise en avant d'un « mieux-disant » environnemental et social. Les deux continents, filières par filières, pourraient convenir d'un « protectionnisme » bilatéral intelligent au bénéfice des deux ensembles. Ainsi valoriser les

ressources naturelles de l'Afrique (le continent est bien plus riche en cela que l'Ukraine ce que les Chinois ont bien compris) tout en permettant une partie d'industrialisation du continent. L'enjeu pour l'Europe de réindustrialiser certaines industries (pharmacie, défense) pourrait passer par un mixte avec l'Afrique comme l'industrie automobile a su le faire. Le partenariat de l'UE et de l'UA en matière de sécurité et de défense devrait permettre de répondre à deux principaux enjeux : renforcer l'autonomie financière de l'Afrique en matière militaire et garantir la capacité institutionnelle et militaire africaine à répondre aux crises. Les moyens de l'Union africaine restent en effet à ce jour limités : l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) dépend presque entièrement de financements extérieurs (dont l'Union européenne, Nations unies, mais aussi États-Unis, Russie, Chine) tandis que la Force africaine en attente, composante militaire de l'AAPS, rencontre des difficultés opérationnelles à répondre aux menaces sur le continent. Si la paix sur le continent africain est en premier lieu de la responsabilité des Africains, le soutien européen est indispensable pour mettre les pays africains en mesure de la garantir. Dans le cadre d'un renforcement de la défense européenne, l'Afrique doit être intégré dans les réflexions, car abandonné le continent à d'autres influences peut à terme se révéler une catastrophe. Dans les scénarios de l'armée française (Alexandra Saviana, Robert Lafont, 2024) l'Afrique concerne 4 des 11 scénarios soit autant que la Russie !

Le troisième domaine clé est celui des migrations. Même si l'essentiel des migrations en Afrique sont intra-africaines le contexte peut aller dans le développement des migrations africaines vers l'Europe. Contrairement aux idées reçues, aucune d'étude sérieuse n'a pu mesurer de manière systémique la corrélation directe entre croissance économique, dynamique démographique et émigration (Base bilatérale des migrations utilisée pour établir les statistiques de l'OCDE, la Banque Mondiale, le FMI...). Cependant les événements récents peuvent sous-tendre que si n'ait rien fait l'immigration venant d'Afrique va augmenter non pas uniquement pour les raisons « classiques » (doublement de la population africaine, proximité avec l'Europe, proximité linguistique avec l'anglais, le français et dans une moindre mesure le portugais), mais bien deux raisons liées notamment aux décisions de la nouvelle administration américaine. D'une part l'impact négatif sur l'aide humanitaire et d'autre part le déni de risque climatique alors que le continent est celui qui souffre le plus avec le phénomène de migration climatique. Là encore, une logique de travail en commun UE-UA sur ce sujet fait sens pour éviter que la mer méditerranéenne ne devienne encore plus la « frontière » la plus mortelle du monde. Ces sujets ne sont pas les seuls (financement de l'économie africaine, formation des jeunes, etc.), mais ils montrent que dans l'analyse holistique de la crise actuelle, l'Afrique ne doit pas être sortie de l'équation.

Source : La Tribune.fr- publié 3/06/2025

MAURITANIE

Le projet de modernisation du port de la Baie du Repos permettra d'augmenter ses capacités

Le conseiller chargé de la communication au port de la Baie du Repos, M. Abdallahi Ould Yacoub, a indiqué que le port connaît une activité sans précédent de divers métiers et activités liées au secteur de la pêche artisanale et côtière, ce qui a permis d'offrir de nombreuses opportunités d'emploi aux jeunes chômeurs, et d'augmenter les revenus des pêcheurs, des négociants en poisson, des petits commerçants de divers métiers et des transporteurs, notant que le nombre de professions exercées dans le port est estimé à environ 100 métiers, y compris les domaines d'intervention des pêcheurs, transporteurs et pêcheurs.

Dans une interview accordée à l'AMI, il a ajouté que "le port, qui accueille actuellement 9.000 bateaux et navires, contient 16 postes d'amarrage de 96 mètres chacun et un poste d'amarrage fixe de 200 mètres, fait actuellement l'objet d'un projet de modernisation", précise-t-il. Il a indiqué que ce projet, financé par la Coopération allemande à hauteur de 15 millions d'euros, renforcera le rôle du port, considéré comme le centre le plus important pour le développement de la pêche artisanale et côtière permettant la revitalisation du secteur de la pêche, en général, étant l'un des piliers de l'économie nationale.

LIBYE

Le pays devient actionnaire d'Afreximbank

Après avoir rejoint Afreximbank en octobre 2024, devenant le 52e pays africain membre, la Libye entre au capital de l'institution. Ce statut lui permet de participer à ses décisions stratégiques et d'accéder à des financements pour des projets clés.

La Libye a officiellement rejoint le capital de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), après l'acquisition d'actions dont le montant n'a pas été précisé. L'annonce a été faite le vendredi 30 mai 2025. Le paiement des actions a été effectué le 13 mai, ce qui confère à la Libye le statut d'actionnaire à part entière. Ce nouveau statut lui permet de participer aux décisions stratégiques de l'institution et d'accéder à des financements pour des projets de développement. Afreximbank prévoit d'intervenir dans les infrastructures, le pétrole, le gaz et l'exportation de produits manufacturés. Cela s'inscrit dans une logique d'intégration régionale, avec des projets envisagés entre la Libye et ses voisins d'Afrique du Nord.

« La participation de la Libye dans le capital d'Afreximbank place la Banque en position de force pour soutenir les efforts de reconstruction du gouvernement libyen tout en contribuant à renforcer la connectivité régionale du pays grâce à des investissements dans des projets essentiels tels que l'oléoduc et les projets routiers entre l'Égypte et la Libye, ainsi que le projet de transport et d'interconnexion électrique couvrant la Libye, la Tunisie et l'Algérie », a déclaré Benedict Oramah (photo), président d'Afreximbank.

La Libye a signé en octobre 2024, l'accord de création de la banque, adopté en 1993. L'adhésion avait été officialisée par Khaled Al-Mabrouk Abdullah, ministre des Finances libyen, ouvrant la voie à une coopé-

ration élargie sur des projets économiques et commerciaux, en mettant l'accent sur la facilitation du commerce, le développement des infrastructures et le soutien financier à la nation nord-africaine.

La Banque compte aujourd'hui 53 Etats membres africains, après l'adhésion récente de la Somalie en mars. Son capital est structuré autour de quatre catégories d'actionnaires : les Etats africains, les banques centrales, les institutions régionales et les investisseurs privés, africains et non africains. Au premier trimestre 2025, les fonds des actionnaires ont progressé de 3,4%, atteignant 7,5 milliards \$, grâce à un capital généré en interne de 215,4 millions \$, en plus de nouveaux investissements en actions.

TUNISIE

Le montant des billets et monnaie en circulation a dépassé le cap des 24 milliards de dinars, pour la 4ème fois en 2025

Selon les données publiées par la Banque centrale de Tunisie (BCT), la masse des billets et monnaies en circulation a dépassé le cap des 24 milliards de dinars pour la quatrième fois depuis le début de l'année en cours. Le record de billets et monnaies en circulation en Tunisie a été établi au 30 mai 24 472 millions de dinars. Ce record a été précédé d'un record de 24 315 enregistré le 29 mai et d'un record de 24,188 milliards

de dinars enregistré le 28 mai 2025.

Ce dernier record a été aussi précédé d'un autre record en mars 2025, avec 24,005 milliards de dinars.

Des experts expliquent l'augmentation récente des billets et monnaie en circulation, survenue quelques jours avant la fête de l'Aïd al-Idha, par l'orientation d'une grande partie de ces fonds vers l'achat du mouton.

Selon une enquête publiée le 27 mai 2025 par l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE), le paiement en espèces demeure le moyen préféré des Tunisiens, avec un taux de 47 %, et ce malgré l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les chèques.

Les virements bancaires et les effets de commerce occupent, chacun, la deuxième place avec un taux de 16 %, toujours selon cette enquête, qui vise à évaluer l'impact

de la nouvelle législation sur les habitudes de paiement des consommateurs.

Dans un rapport du premier trimestre de cette année, la Banque centrale de Tunisie a fait état d'une baisse record de plus de 60 % du nombre de chèques utilisés, par rapport à la même période de l'année précédente. Le rapport souligne en parallèle une augmentation notable de l'utilisation

EGYPTE

228 millions \$ attirés par les start-up entre janvier et mai 2025

L'écosystème des start-up en Égypte connaît une croissance rapide, mais est freiné par des contraintes macroéconomiques et le manque d'accès au financement. Le gouvernement tente d'y remédier avec des initiatives comme le groupe ministériel pour l'entrepreneuriat et des incitations. Le gouvernement égyptien a annoncé, le dimanche 1^{er} juin, que les start-up égyptiennes ont attiré 228 millions de dollars en capital-risque et en financement par emprunt entre

janvier et mai 2025.

« La flambée des investissements reflète une meilleure confiance dans l'environnement des affaires en Égypte », a déclaré Rania Al-Masbat (photo), ministre de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale, et chef du groupe ministériel pour l'entrepreneuriat.

Au total, 16 transactions ont été réalisées sur cette période, dont 11 avec des montants divulgués atteignant 156 millions de dollars, soit

une hausse de 130% par rapport à la même période en 2024. Parmi les financements par dette, on note 49 millions de dollars levés par la fintech MNT-Halan, et 23 millions de dollars par Nawy, proptech spécialisée dans l'immobilier. Le secteur proptech a représenté 33% de l'investissement total, tandis que la fintech s'est classée en tête en nombre de transactions, avec 32% du volume global. Le marché a également été marqué par plusieurs acquisitions majeures, comme l'achat de la plateforme de

trading automobile Hatla2ee par Dubizzle, ou encore l'acquisition de Fatora par MaxAB-Wasoko.

Rania Al-Masbat a précisé que des efforts sont en cours pour finaliser une charte nationale pour les start-up et élargir les initiatives de financement, y compris des allègements fiscaux pour les petites entreprises réalisant moins de 20 millions de livres égyptiennes (EGP) par an soit 403 milles dollars.

ARABIE SAOUDITE

Un nouveau service de transport de médicaments par drones a été déployé à l'occasion du Hadj

Un nouveau service de transport de médicaments par drones pendant le Hadj est le résultat de deux années d'études et d'expériences intensives, a déclaré lundi le ministre saoudien de la Santé à Arab News.

« Cette technologie moderne vise à livrer des médicaments à grande échelle pendant la saison du Hadj, tout en réduisant le temps nécessaire à la livraison des fournitures médicales à seulement six minutes, contre 90 minutes avec les moyens de transport terrestres », a déclaré Fahad Al-Jalajel, le ministre saoudien de la Santé.

Ce service permettra de pallier les pro-

blèmes de livraison de médicaments, tels que les embouteillages routiers et humains sur les lieux saints, où près de 1,25 million de pèlerins sont attendus pour participer au pèlerinage, un pilier essentiel de l'islam, qui commence le 4 juin et se poursuit jusqu'au 9 juin. Al-Jalajel a déclaré que les essais menés au cours des deux dernières années ont permis de tester la sécurité du système, notamment en garantissant que les températures élevées, qui peuvent devenir insupportables sur les lieux de pèlerinage, n'endommagent pas les médicaments. Les drones sont équipés de systèmes de refroidissement précis et sont

soumis à de multiples tests de température lors des phases de décollage et d'atterrissage, a-t-il déclaré.

L'initiative relative aux drones s'inscrit dans le cadre de la transformation globale du système de santé du Royaume, dans le cadre du programme Saudi Vision 2030, qui vise à réformer le pays, notamment en développant les services de santé pour les résidents et les visiteurs. « L'une des réalisations les plus remarquables de cette transformation est la création de l'hôpital virtuel Seha, le plus grand au monde selon le Livre Guinness des records. » L'hôpital virtuel, relié à l'application de santé Sehaty

du Royaume, dessert plus de 200 hôpitaux et est accessible à tous les individus en Arabie saoudite. « Le Royaume applique des technologies de pointe dans les domaines de la chirurgie robotique, de la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux et de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les services de santé, reflétant ainsi la tendance sérieuse à la numérisation du secteur de la santé », a déclaré M. Al-Jalajel. Ces expériences sont également devenues une source d'inspiration pour de nombreux pays à travers le monde qui cherchent à s'en inspirer, a ajouté le ministre.

COMPAGNIES AÉRIENNES AFRICAINES

Un bénéfice net de 200 millions \$ enregistré en 2024

Le ciel africain n'est pas encore totalement dégagé. Mais après des années de turbulences, les compagnies du continent semblent avoir trouvé une altitude de croisière... à consolider. Car les défis sont nombreux.

Les compagnies aériennes africaines ont franchi un cap symbolique en 2024 : pour la première fois depuis la covid-19, elles ont dégagé un bénéfice net de 200 millions de dollars. Ce montant reste modeste à l'échelle mondiale, mais marque un progrès pour un secteur longtemps en difficulté sur le continent. Le chiffre, issu du rapport annuel 2025 de l'Association internationale du transport aérien (IATA), place l'Afrique au bas du classement mondial en matière de performance financière. Seule l'Amérique latine affiche une performance comparable, avec 1,3 milliard de dollars de bénéfices. Les compagnies nord-américaines ont engrangé 11,5 milliards de dollars de profits en 2024, et celles d'Europe, 9,6 milliards. Le Moyen-Orient, quant à lui, continue de monter en puissance avec 6,1 milliards, avec la marge bénéficiaire nette

la plus élevée au monde : 8,9%. A l'échelle mondiale, le secteur aérien a enregistré en 2024 un bénéfice net de 32,4 milliards de dollars, soit une marge nette de 3,4%. Pour 2025, l'IATA anticipe une progression modérée à 36 milliards de dollars, ce qui porterait la marge à 3,7%. Des chiffres qui, bien que modestes au regard des revenus globaux de l'industrie, montrent un retour à l'équilibre après les années noires de la pandémie. En comparaison, l'Afrique représente à peine 0,6% du bénéfice net mondial prévu pour 2024. Une autre donnée révélatrice de ce gap : les compagnies africaines ne dégagent qu'un peu plus d'un dollar de bénéfice par passager transporté, contre plus de 27 dollars au Moyen-Orient et une moyenne mondiale de 7,2 dollars. Une illustration des écarts de rentabilité entre les régions.

Mais si l'Afrique part de loin, elle avance à pas sûrs. « Les compagnies africaines ont contribué de manière modeste au résultat net de l'industrie, mais leur performance s'améliore de façon régulière », souligne le rapport. L'IATA entrevoit même une dynamique de croissance durable dans la région, à condition que certaines faiblesses structurelles soient progressivement levées. Parmi ces défis, le taux d'occupation des sièges ou passager load factor (PLF) reste l'un des plus faibles du monde : 75% en 2024. Ce chiffre, pourtant en nette progression depuis une décennie (67,4% en 2014), reflète encore un sous-remplissage des avions, souvent lié à une fragmentation des routes, une concurrence asymétrique et des stratégies commerciales peu unifiées, indiquent les rédacteurs du rapport.

CORRIDOR FERROVIAIRE TRANS-KALAHARI

La phase préparatoire du projet évolue

laboré en 2010, mais depuis lors retardé, le projet du corridor ferroviaire Trans-Kalahari fait l'objet d'un nouvel engouement des autorités namibiennes et botswanaïses. Depuis 2023, des avancées notables sont évoquées dans les démarches pour sa mise en œuvre.

Le projet de chemin de fer Trans-Kalahari franchit une nouvelle étape vers sa mise en œuvre, avec la récente soumission par le cabinet CPCS Transcom UK Ltd du rapport initial de l'étude de faisabilité de cette infrastructure devant relier sur 1500 km Walvis Bay (Namibie) à Gaborone (Botswana). Selon la presse namibienne, ce document élaboré en collaboration avec Zutari, Bowman et plusieurs experts régionaux sera examiné en août lors de la réunion ministérielle conjointe entre les deux pays. Ce développement marque une avancée significative après le lancement officiel de l'étude en avril 2025, suite à l'attribution du marché au consultant britannique CPCS.

Un projet au-delà du rail

Initialement conçu pour soutenir les exportations de charbon du gisement de Mmamabula (Botswana) avec un objectif de 90 millions de tonnes par an à destination de l'Inde, le projet prend aujourd'hui une dimension plus large. Le ministre botswanaïse des Transports et des Infrastructures, Noah Salakae, a en effet souligné que la seule activité ferroviaire ne saurait justifier les milliards de dollars d'investissement nécessaires.

Un projet au-delà du rail

Un axe stratégique pour le commerce intra-africain

Le projet s'inscrit dans une logique plus vaste d'intégration régionale, en phase avec les ambitions de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Le corridor devrait à terme être connecté à un réseau transcontinental, interconnectant l'Afrique australe atlantique (Namibie, Angola) à l'Afrique australe orientale (Mozambique, Tanzanie), en passant par le Botswana, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

Un axe stratégique pour le commerce intra-africain

Le projet s'inscrit dans une logique plus vaste d'intégration régionale, en phase avec les ambitions de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Le corridor devrait à terme être connecté à un réseau transcontinental, interconnectant l'Afrique australe atlantique (Namibie, Angola) à l'Afrique australe orientale (Mozambique, Tanzanie), en passant par le Botswana, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

POUR SES PROJETS D'EXPLORATION AURIFÈRE EN CÔTE D'IVOIRE

Koulou Gold lève 13 millions \$

En janvier, Koulou Gold a annoncé l'acquisition du permis Assuéfry, le dernier projet d'exploration aurifère ajouté à son portefeuille d'actifs en Côte d'Ivoire. La société qui pilote aussi les projets Sakassou et Kouto, veut lancer une nouvelle campagne d'exploration dans le pays en 2025.

En Côte d'Ivoire, Koulou Gold a levé 13 millions USD par le biais d'un placement privé, notamment pour financer sa campagne d'exploration aurifère en 2025. C'est l'annonce faite le

lundi 2 juin par la junior minière canadienne, qui pilote les projets aurifères Assuéfry, Sakassou et Kouto dans la nation éburnéenne. « Ce financement témoigne de la qualité de notre équipe, de nos actifs et de notre vision à long terme. Avec un programme d'exploration entièrement financé et un solide portefeuille de cibles en Côte d'Ivoire, 2025 s'annonce comme une année de transformation pour Koulou Gold », a déclaré Alex Ruggieri, son PDG. Dans le détail, la société prévoit d'utiliser les

fonds levés pour mener un programme de forage au diamant pouvant atteindre 20 000 mètres, ainsi qu'un levé magnétique aéroporté à Assuéfry. Un programme de forage de 18 000 m est également prévu à Sakassou, tandis que Kouto devrait faire l'objet d'un forage à circulation inverse (RC) de 5000 m. Enfin, une campagne d'échantillonnage est annoncée sur le projet Bokro, un autre permis d'exploration que Koulou souhaite faire progresser cette année.

NIGERIA

7 millions de compteurs pour accroître les recettes dans l'électricité

En mars, le ministre de l'Électricité, Adebayo Adedun, a indiqué que le Nigeria misait sur l'ajustement des tarifs pour faire face aux coupures d'électricité auxquelles les Nigériens sont confrontés au quotidien.

Sept millions de compteurs intelligents devraient être installés à travers le Nigeria pour éliminer la facturation estimée de l'électricité, régulièrement critiquée pour son manque de transparence, et améliorer ainsi la collecte des recettes dans le secteur électrique. L'information a été officialisée dimanche 1er juin par Olu Verheijen,

conseillère spéciale du président Bola Tinubu à l'énergie.

Selon les détails fournis par cette dernière, cette mesure s'inscrit dans une stratégie plus large de réformes structurelles entreprises par l'État dans le secteur.

Elle est notamment destinée à renforcer la viabilité économique de l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur de l'électricité, en particulier le segment de la production électrique à partir du gaz naturel (gas-to-power). « Nous veillons à améliorer la garantie des recettes en nous assurant que la plupart des clients du réseau sont

équipés de compteurs », a déclaré Olu Verheijen. Et d'ajouter : « Grâce à cela, nous pouvons mettre fin à la facturation estimative et réduire les pertes de recouvrement, de sorte que la fourniture d'électricité s'accompagne d'un paiement effectif ».

À travers cette mesure, le gouvernement compte également régler les dettes envers les producteurs d'électricité et les fournisseurs de gaz (dettes en partie liées au financement des subventions publiques à l'électricité) en s'appuyant sur un mix de liquidités et de bons de paiement. Pour rappel, ces dettes sont estimées à

3300 milliards de nairas (2,6 milliards de dollars). Le gouvernement a prévu de supprimer ces subventions pour 15% des consommateurs, représentant 40 % de la consommation d'électricité. En contrepartie, les autorités attendent de tous les acteurs du secteur de l'électricité qu'ils s'engagent à respecter des obligations de performance. Récemment, la Commission de régulation de l'électricité (NERC) a ainsi infligé des amendes à plusieurs sociétés de distribution pour non-respect des plafonds de facturation estimés, signe d'un renforcement des mécanismes de contrôle du secteur.

D'ICI 2030

Le Burkina souhaite**transformer 20 000 tonnes de pommes de cajou par an**

Au Burkina Faso, la transformation dans la filière anacarde se concentre essentiellement sur l'amande de cajou. Afin d'optimiser la création de valeur ajoutée, le gouvernement cherche désormais à mieux valoriser les sous-produits comme la pomme de cajou, qui a longtemps été laissée de côté.

Le gouvernement burkinabè veut porter la transformation annuelle des pommes de cajou à 20 000 tonnes au cours des 5 prochaines années. C'est ce qu'a révélé Ouémihé Clément Attiou, directeur général du Conseil burkinabè des filières agropastorales et halieutiques (CBF), dans une interview publiée par le quotidien local Siwaya le 1er juin 2025.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase de déploiement de la Stratégie nationale de développement de la filière anacarde (SNDFA) sur la période 2025-2029.

La première étape de cette ambition a été matérialisée le 22 mai 2025, avec le lancement des travaux de construction d'une unité de transformation de pommes de cajou basée à Péné, dans la région des Hauts-Bassins. D'un coût de 11,5 millions \$, elle transformera 5 000 tonnes de pommes par an en jus, éthanol, vin et vinaigre.

M. Attiou a également révélé que le gouvernement a instruit la réalisation d'études de faisabilité pour implanter des unités de transformation similaires dans d'autres régions productrices de noix de cajou, comme le Sud-Ouest ou le Centre-Ouest.

Il faut noter que la pomme de cajou est encore largement sous-exploitée dans la filière burkinabè. Une étude publiée en 2019 par le Centre d'étude de formation et de conseil en développement (CEFCOD) a révélé que le pays produisait plus de 400 000 tonnes de ce fruit par an, dont la quasi-totalité est souvent perdue en raison du manque d'infrastructures de transformation.

ÉTATS-UNIS

Enfin le vert domine à Wall Street

Après un début de séance dans le rouge, les indices américains ont fini en légère hausse. Ce revirement s'explique par une information de CNBC selon laquelle le président des États-Unis et son homologue chinois pourraient discuter au téléphone cette semaine, au moment où les relations entre les deux pays recommençaient à se dégrader.

Au niveau des valeurs, BioNTech bondi après avoir signé un partenariat qui pourrait lui rapporter jusqu'à 11,1 milliards de dollars. Le Dow Jones a gagné 0,08% à 43 305,48 points et le Nasdaq Composite a progressé de 0,67% à 19 242,61 points. BioNTech a bondi de 18,05% à 113,10 dollars, tandis que Bristol Myers Squibb a gagné 1,09% à 48,79 dollars, après la signature d'un accord pour le co-développement et la co-commercialisation d'un anticorps bispécifique pour le traitement du cancer. Bristol Myers Squibb pourra verser à son partenaire jusqu'à 11,1 milliards de dollars. Dans le détail, il procédera à un paiement initial de 1,5 milliard de dollars, suivi par 2 milliards de dollars de paiements d'anniversaire non conditionnels jusqu'en 2028.

Les chiffres économiques du jour

L'indice PMI manufacturier de l'ISM a révélé une accélération de la contraction de l'activité aux États-Unis en mai alors qu'une décélération était anticipée. Ainsi, l'indice la mesurant est passé de 48,7 points en mai, à 48,5 points, alors qu'il était attendu à 49,3 points.

Il est à son plus bas niveau depuis décembre 2024.

Au mois d'avril, les dépenses de construction se sont affaïssées de 0,4% aux États-Unis, là où les analystes tablaient sur une progression de 0,4%. Les chiffres du mois de mars ont été révisés à la baisse de -0,5 à -0,8%.

Selon S&P Global, la croissance de l'indice PMI manufacturier des États-Unis a accéléré au mois de mai, mais moins qu'espéré. L'indicateur la mesurant est

passé de 50,2 à 52 points, contre une prévision à 52,3 points.

L'indice des directeurs d'achat de la région de Chicago est ressorti à 40,5 en mai alors qu'il était attendu à 45,1. Il avait atteint 44,6 en avril.

Campbell Soup a dévoilé des résultats meilleurs qu'anticipé pour le troisième trimestre de l'exercice 2025, clos le 27 avril 2025. Le groupe d'agroalimentaire a vu son bénéfice net chuter de 50% à 66 millions de dollars, soit 22 cents par action. Le bénéfice par action ajusté est ressorti à 73 cents, soit 8 cents de mieux que le consensus. Les ventes nettes ont augmenté de 4% pour atteindre 2,48 milliards de dollars, alors que le marché anticipait 2,43 milliards de dollars. Elles affichent une croissance organique de 1%.

Meta

Meta a pour objectif de permettre aux marques de créer et de cibler des publicités à l'aide de l'intelligence artificielle d'ici

la fin de l'année prochaine, affirme le Wall Street Journal, citant des sources proches du dossier. "La plateforme publicitaire de Meta propose déjà certains outils d'IA qui peuvent générer des variantes de publicités existantes et y apporter des modifications mineures avant de cibler les publicités sur les utilisateurs de Facebook et d'Instagram", rappelle le quotidien américain.

Moderna

Les autorités sanitaires américaines ont approuvé mNEXSPIKE, un nouveau vaccin contre la Covid-19, pour une utilisation chez tous les adultes de 65 ans et plus, ainsi que chez les personnes âgées de 12 à 64 ans présentant au moins un facteur de risque sous-jacent. Pour le président-directeur général de Moderna : "L'approbation par la FDA de notre troisième produit, mNEXSPIKE, ajoute un nouvel outil important pour protéger les personnes à haut risque de forme grave de la COVID-19".

MARCHÉS EN ASIE

Rebond en demi-teinte sur fond de tensions commerciales

Les Bourses asiatiques rebondissent mardi dans le sillage de Wall Street malgré le regain de tensions commerciales entre Washington et Pékin, tandis que le pétrole poursuit sa progression. Vers 01H33 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei prenait 0,56% à 37.681 points, et l'indice élargi Topix 0,17% à 2.781 points. Sydney prenait 0,65%, Taipei 1,30%. A Hong Kong, l'indice Hang Sheng gagnait 0,97% à 22.382 points, tandis que celui de Shanghai ouvrait en légère baisse (-0,15%), après un jour férié. Séoul évoluait proche de l'équilibre (+0,04%), sur fond d'élection pré-

sidentielle en Corée du Sud. L'annonce du doublement des droits de douane américains sur l'acier et l'aluminium a favorisé une appréciation du yen face au dollar, les investisseurs privilégiant la devise japonaise comme valeur refuge face aux incertitudes économiques. Le billet vert gagnait 0,39% face à la devise japonaise vers 01H40 GMT, à 143,10 yens pour un dollar. Les cours du pétrole évoluent à la hausse mardi. Vers 01H30 GMT, le baril de WTI américain gagnait 0,98% à 63,13 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord 0,88% à 65,20 dollars.

FACE AUX TENSIONS COMMERCIALES

L'Europe reste prudente, Wall Street tient bon

Les Bourses européennes sont restées prudentes lundi, sur fond de regain des tensions commerciales entre Washington et ses partenaires, tandis que Wall Street a tenté de passer outre. En Europe, Paris a perdu 0,19%, Francfort 0,28% et Milan 0,26%. Londres est restée stable (+0,02%) A New York, le Dow Jones a terminé proche de l'équilibre (+0,08%), l'indice Nasdaq a gagné 0,67% et l'indice élargi S&P 500 a progressé de 0,41%. Contrairement au marché d'action américain, le billet vert a été boudé par les cambistes, lesté par les incertitudes douanières. Vers 20H35 GMT, le billet vert perdait 0,84% face à l'euro à 1,1443

dollar, et cédait 0,65% à la livre à 1,3547 dollar. L'incertitude a aussi fait grimper l'or, valeur refuge, qui prenait 2,76% à 3.380,21 dollars l'once. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans se tendait, à 4,44% vers 20H15 GMT, contre 4,40% en clôture vendredi. Les cours du pétrole ont pris de la hauteur lundi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août a gagné 2,95% à 64,63 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate a progressé de 2,85% à 62,52 dollars, après avoir brièvement touché en séance 63,88 dollars, une hausse de plus de 5%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 02 Juin 2025 Valeur : 04 Juin 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR		131.6417	131.6567
1	EUR EURO		149.8346	149.8912
1	GBP POUND STERLING		178.3521	178.4208
100	JPY JAPANESE YEN		92.0507	92.0676
1	CNY CHINESE YUAN		18.2826	18.2879
1	CHF SWISS FRANC		160.7739	160.8119
1	CAD CANADIAN DOLLAR		96.2012	96.2614
1	DKK DANISH KRONE		20.1487	20.1526
1	SEK SWEDISH KRONA		13.8340	13.8388
1	NOK NORWEGIAN KRONE		13.0123	13.0179
1	AED UAE DIRHAM		35.8384	35.8484
1	SAR SAUDI RIYAL		35.0811	35.0925
1	KWD KUWAITI DINAR		429.3598	429.5488
1	TND TUNISIAN DINAR		43.7475	44.1872
1	MAD MOROCCAN DIRHAM		14.2435	14.2452
1	LYD LIBYAN DINAR		24.0877	24.2109
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA		3.2969	3.3071
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS		178.6051	178.6051

BOURSE ZURICH

Imperméable aux nouvelles menaces commerciales

La Bourse suisse s'acheminait mardi vers un rebond, nonobstant d'incessantes circonvolutions autour de la thématique des droits de douane brandis tous azimuts par le président des États-Unis. Les derniers rebondissements dans le dossier de la guerre commerciale n'ont pas empêché les indices new-yorkais de boucler la séance de lundi sur des gains, signe potentiel que les marchés s'acclimatent aux méthodes et à la rhétorique de l'occupant de la Maison Blanche.

"La séance (de lundi, ndr) s'est pourtant déroulée dans une confusion totale, entre les mises en garde de l'Union européenne - qui menace de représailles si Donald Trump applique ses droits de douane, notamment une taxe de 50% sur l'acier et l'aluminium - et, en parallèle, la perspective de discussions 'directes' entre le président Xi et son homologue américain. Lassant non?" résume John Plassard, de Mirabaud Banque. Les détenteurs de capitaux du bon côté de l'Atlantique garde-

ront ce jour un oeil sur l'inflation en zone euro. En Suisse, l'Office fédéral de la statistique aussi est sur le point de faire le point sur l'évolution des prix à la consommation en mai. Les économistes n'excluent pas un passage zone déflationnaire.

Les marchés lorgnent en outre déjà vers la prochaine décision de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), agendée pour jeudi. A 08h10, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär s'appréciait de 0,29% à 12'234,07 points, sur un

front vert presque uni.

Le sous-traitant pharmaceutique Lonza (-0,5%) et le géant des lentilles et des larmes artificielles Alcon (-0,2%) constituaient les deux seules malheureuses exceptions, sans indications particulières.

Le bémémoth bancaire UBS (+1,8%) profitait pleinement d'une recommandation à l'achat formulée par Jefferies pour s'installer en tête de grille.

Les poids lourds pharmaceutiques Roche et Novartis, ainsi que le paquebot alimentaire

Nestlé grappillaient tous trois 0,2%.

Le chimiste de la construction Sika (+0,3%) joint ses forces à celles du spécialiste de la gestion des flux Sulzer (+0,3%) dans le domaine du recyclage de matériaux synthétiques.

Le gestionnaire de fortune Julius Bär (-1,7%) s'est brossé une nouvelle feuille de route à l'horizon 2028, prévoyant de nouvelles économies mais diluant aussi les visées en matière de rentabilité.

ETATS UNIS

L'OCDE revoit nettement à la baisse la croissance du pays

D'après l'OCDE, la croissance mondiale devrait atteindre 2,9% cette année, soit 0,2 point de moins que la précédente prévision. Le PIB américain devrait quant à lui progresser de 1,6%; contre 2,2% initialement prévu.

Les surtaxes douanières imposées par Donald Trump à ses partenaires vont fortement peser sur l'activité économique à travers la planète, avertit l'OCDE qui se montre plus pessimiste sur la croissance dans le monde... en particulier aux États-Unis.

"Nous avons revu en baisse la croissance de quasiment chaque économie dans le monde" du fait des droits de douane, a indiqué au cours d'un entretien à l'AFP l'économiste en chef de l'institution Alvaro Pereira.

"Le commerce est affecté, en particulier la consommation et l'investissement", a poursuivi l'économiste au cours de cet entretien mené lundi à la veille de la publication du rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

L'OCDE, qui rassemble 38 pays dévelop-

pés, tient une réunion ministérielle mardi et mercredi à Paris. Des discussions entre négociateurs américains et européens doivent aussi avoir lieu en marge de cette rencontre sur les droits de douane, ainsi qu'un G7 centré sur le commerce. À peine arrivé à la Maison Blanche en janvier, le président américain a lancé un bigbang douanier en imposant à ses partenaires des taxes punitives d'ampleur.

Il a créé un puissant climat d'incertitude pour les entreprises en raison de ses annonces, suivies parfois de pauses mais aussi de brutaux durcissements, à l'instar de sa décision vendredi d'un doublement à venir de la surtaxe sur l'acier et l'aluminium à 50% dès mercredi.

Dynamisme révolu

Jusqu'à l'activité économique avait pro-

fité d'un effet Trump qui s'était matérialisé par une progression des échanges "à la fin de 2024 et au premier trimestre de 2025", indique l'OCDE, en raison du désir des entreprises de reconstituer des stocks avant que le couperet des droits de douane ne tombe.

"Néanmoins, certains signes apparaissent annonçant une dégradation de ces résultats", s'alarme l'OCDE en citant le plongeon des prix du transport maritime par conteneurs entre Shanghai et les États-Unis, une conséquence directe du bras de fer entre Pékin et Washington. "L'effet des hausses récentes des taux de droits de douane bilatéraux entre les États-Unis et leurs partenaires commerciaux va probablement transparaître de plus en plus nettement dans les indicateurs économiques", poursuit l'OCDE.

L'OCDE AVERTIT

La guerre commerciale de Trump va fragiliser la croissance mondiale

Les surtaxes douanières imposées par Donald Trump à ses partenaires vont fortement peser sur l'activité économique à travers la planète, avertit l'OCDE qui se montre plus pessimiste sur la croissance dans le monde en particulier aux États-Unis.

"L'environnement économique mondial est devenu beaucoup plus difficile", a reconnu mardi le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques Mathias Cormann au cours d'une conférence de presse au siège de l'institution à Paris, citant la nouvelle donne des droits de douane. Du fait de la politique commerciale américaine, "nous avons revu en baisse la croissance de quasiment chaque économie dans le monde", a indiqué à l'AFP l'économiste en chef de l'institution, Alvaro Pereira.

"Le commerce est affecté, en particulier la consommation et l'investissement", a poursuivi l'économiste lors d'un entretien lundi, à la veille de la publication des prévisions économiques de l'OCDE.

Cette organisation, qui rassemble 38 pays développés, tient une réunion ministérielle mardi et mercredi à Paris. Des discussions entre négociateurs américains et européens sur les droits de douane doivent aussi avoir lieu en marge de cette rencontre, ainsi qu'un G7 centré sur le commerce.

Dynamisme révolu

L'activité économique avait profité d'un effet Trump "à la fin de 2024 et au premier trimestre de 2025" en raison du désir des entreprises de reconstituer des stocks avant que le couperet des droits de douane ne tombe, indique l'OCDE.

"Néanmoins, certains signes apparaissent annonçant une dégradation de ces résultats", s'alarme l'institution, en citant le plongeon des prix du transport maritime par conteneurs entre Shanghai et les États-Unis, conséquence directe du bras de fer entre Pékin et Washington, adouci par la conclusion d'un accord en avril. La crainte est d'autant plus grande que "les États-Unis constituent un marché d'exportation important pour un certain nombre de

pays", développe l'institution parisienne: "environ 75% des exportations de biens du Mexique et du Canada, 19% pour le Japon, 13% pour la Chine, et 10% pour l'Allemagne". Le taux effectif des droits de douane américains sur les marchandises importées est passé en mai selon l'OCDE de 2% à 15,4%, "le niveau le plus élevé observé depuis 1938".

L'Amérique souffre

La croissance mondiale va souffrir, attendue à 2,9% cette année et l'an prochain, en baisse respectivement de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations publiées par l'OCDE en mars. Il s'agirait de la plus faible progression annuelle depuis la pandémie de Covid-19.

La croissance américaine va "nettement ralentir", prévoit l'OCDE: le produit intérieur brut (PIB) devrait progresser en 2025 de 1,6% contre 2,2% anticipé en mars. La baisse est plus modeste pour 2026 avec une croissance attendue à 1,5% contre 1,6% prévu en mars.

Outre la guerre commerciale, "une nouvelle contraction de l'immigration nette et une réduction du nombre de fonctionnaires du gouvernement fédéral devraient affaiblir la croissance" américaine, poursuit l'OCDE en référence à la politique appliquée par Donald Trump.

"Grâce aux droits de douane, notre économie est en plein essor", s'est pourtant vanté sur son réseau Truth Social le président américain mardi peu avant la présentation des prévisions de l'organisation internationale.

CHINE

Baisse de l'activité manufacturière

La croissance économique s'est établie à 5% sur l'ensemble de l'année 2024. Depuis le mois de septembre, la demande intérieure a bénéficié d'une série de mesures d'assouplissement monétaire, de soutien au secteur immobilier et de relance budgétaire, alors que l'activité du secteur manufacturier a été tirée par la forte progression des exportations. Cependant, l'activité a perdu en vigueur au T1 2025 puis en avril. Le secteur exportateur subit maintenant le ralentissement

des échanges commerciaux avec les États-Unis causé par la hausse des droits de douane américains. La politique économique continue d'être assouplie et le soutien à la consommation privée est une priorité des autorités. Cependant, d'importants freins continuent de peser sur la demande intérieure, tels que la poursuite de la correction dans le secteur immobilier et la faiblesse de la confiance des ménages. Les pressions déflationnistes persistent.

JAPON

La croissance en stand by en 2025

La croissance japonaise devrait connaître un coup d'arrêt en 2025. En 2024, le taux de croissance annuel moyen s'est réduit à +0,1%, un résultat principalement imputable à l'acquis de croissance négatif de 2023 et à la contraction du T1 liée à des facteurs ponctuels. Au T1 2025, le PIB s'est réduit de 0,2% t/t

et, lors des trimestres à venir, le rythme de croissance devrait rester faible voire négatif, sous l'effet de l'incertitude et des conséquences négatives sur les exportations japonaises induites par la politique commerciale des États-Unis. Par ailleurs, la consommation des ménages devrait bénéficier de la tendance haussière des salaires,

que le Shunto (négociations salariales) 2025 va probablement prolonger après le record de 2024, sur fond de tensions sur le marché de l'emploi. Néanmoins, la demande intérieure reste structurellement faible, tandis que les contraintes d'offre persistent sur la croissance potentielle. Le taux de croissance annuel moyen devrait toute-

fois atterrir à +0,7% grâce à l'effet d'acquis de 2024. La Banque du Japon a entamé en 2024 un cycle de resserrement monétaire précautionneux, portant le taux directeur à +0,5%. Nous attendons une nouvelle hausse (+25 pb) au T4 2025 face à une inflation durablement au-dessus de la cible de 2%

FRANCE

Baisse de la croissance

L'accalmie des prix est un peu plus marquée que prévu. C'est du moins ce qui ressort des chiffres dévoilés par l'Eurostat, ce mardi. Selon ce dernier, l'inflation a nettement ralenti en mai dans la zone euro, à 1,9 % sur un an (-0,3 point par rapport à avril), repassant sous l'objectif de 2 % de la Banque centrale européenne (BCE). C'est le niveau le plus bas depuis les 1,7 % de septembre. La BCE pourrait donc annoncer une nouvelle baisse de ses taux dès jeudi, voire songer à une nouvelle baisse au-delà. D'autant que l'inflation sous-jacente - corrigée des prix volatils de l'énergie et de l'alimentation - qui fait référence pour les experts - a, elle aussi, nettement ralenti à 2,3 % en glissement annuel, après 2,7 % en avril. La croissance économique devrait ralentir de manière significative en 2025 ».

Voilà la mise en garde de l'Organisation de coopération et de développement économiques. L'institution a donc revu en baisse sa prévision de croissance pour la France en 2025, à 0,6 % contre 0,8 % annoncé en mars. Elle met en avant « la hausse de l'incertitude et les tensions commerciales » et appelle Paris à assainir ses comptes publics.

Avec cette révision, l'OCDE s'aligne sur la prévision publiée en avril par le Fonds monétaire international (FMI), tandis que la Banque de France et le gouvernement français tablent sur une progression de 0,7 % du produit intérieur brut (PIB) cette année.

ESPAGNE

Les prévisions de croissance relevées à 2,6%

L'Espagne affiche une économie dynamique, avec une croissance du PIB au T1 2025 de +0,6%. Le gouvernement espagnol a également annoncé l'émission nette de dette de 60 Md€.

L'Institut national de la statistique espagnol (INE) a enregistré une croissance de +0,6% du PIB au premier trimestre 2025. Le gouvernement espagnol a relevé ses prévisions de croissance pour 2025, à 2,6%.

Le Trésor public espagnol prévoit une émission nette de dette de 60 Md€ en 2025, soit une hausse de 5 Md€ par rapport à 2024.

L'Espagne a ramené son déficit public à 2,8% en 2024, passant sous la barre des 3% fixés par Bruxelles.

L'Espagne a enregistré une croissance économique de 3,2% en 2024, une croissance quatre fois plus importante que celle de la zone euro.

Les onduleurs de panneaux solaires chinois cachent des vulnérabilités de sécurité, et même pire !

Les onduleurs chinois qui équipent nos panneaux solaires sont très vulnérables sur le plan cyber. Mais certains pourraient aussi faire office de dispositifs de surveillance. SolarPower Europe tire la sonnette d'alarme.

Les installations photovoltaïques européennes reposent en grande partie sur des onduleurs fabriqués en Chine, qui créent une dépendance technologique inattendue. Une étude menée par l'association SolarPower Europe révèle que ces équipements indispensables présentent des vulnérabilités de cybersécurité majeures, jusqu'à embarquer des dispositifs de communication cachés. L'ampleur du phénomène, qui inquiète même l'OTAN, pousse plusieurs pays à réagir.

Des vulnérabilités dans les onduleurs des panneaux solaires qui menacent le réseau électrique européen

Le rapport commandé par SolarPower Europe au cabinet norvégien DNV, relayé par Transitions & Énergies, n'est pas des plus rassurants. Les onduleurs, ces équipements connectés qui convertissent le courant continu des panneaux en courant alternatif, sont devenus des points d'entrée potentiels pour des cyberattaques. Il suffirait ainsi de neutraliser 3 gigawatts d'onduleurs pour déstabiliser l'ensemble du réseau électrique européen. La domination chinoise sur ce marché amplifie les risques, si l'on se fie au rapport. Treize fabricants, essentiellement asiatiques, contrôlent chacun au moins 5 gigawatts de capacité installée en Europe.



C'est le géant Huawei qui domine ce secteur, avec 114 gigawatts de capacité d'onduleurs photovoltaïques répartis sur le Vieux continent, devant Sungrow (50 GW), un autre acteur chinois. Cela représente une puissance considérable entre les mains de deux entreprises d'un même pays. Dans le détail, ce sont les petites installations résidentielles qui constituent aujourd'hui le maillon faible de cette chaîne. Contrairement aux grands parcs solaires industriels, elles échappent souvent aux

contraintes réglementaires de cybersécurité. Forcément, cette multiplication des points d'entrée vulnérables crée un terrain favorable aux attaques coordonnées, d'autant que 70% des installations sont désormais connectées à internet.

L'Europe tente de reprendre le contrôle de sa sécurité énergétique, mais elle part de loin

Des experts américains ont découvert des dispositifs de communication cachés dans certains onduleurs chinois, non répertoriés

dans la documentation officielle. Ces composants malveillants pourraient permettre de contourner les pare-feu et d'éteindre les équipements à distance. Selon Uri Sadot, de SolarEdge, contrôler simultanément de nombreux onduleurs domestiques pourrait avoir « des conséquences catastrophiques sur le réseau pendant une période prolongée ». L'OTAN a officiellement exprimé ses préoccupations concernant les efforts chinois pour contrôler les infrastructures critiques des pays membres. Cette prise de conscience géopolitique pousse les gouvernements à agir. La Lituanie a déjà adopté une loi qui interdit l'accès des industriels chinois aux installations énergétiques de plus de 100 kilowatts, limitant de facto l'utilisation des onduleurs de l'empire du Milieu.

Ce qui est certain, c'est que la reconquête de l'indépendance technologique s'annonce longue et complexe. Les fabricants européens d'onduleurs ne représentent que 20% du marché continental. Pendant ce temps, les États-Unis préparent une interdiction progressive des onduleurs chinois, mais seulement quand les pays occidentaux seront capables d'en produire suffisamment. On sait que cette transition vers la souveraineté énergétique prendra du temps. Elle nécessitera des investissements massifs, et une coordination européenne renforcée.

Atos cède son activité HPC et quantique à l'État pour 410 M€

Dans le cadre de sa réorganisation stratégique, Atos a vendu pour 410 millions d'euros à l'État son activité Advanced Computing. Un montant moins important que prévu qui comprend ses business HPC et informatique quantique, mais pas celui de l'analyse de vidéo assistée par l'IA. Cette fois c'est fait. Après plusieurs mois d'attente et de négociations, Atos est parvenu à un accord avec l'État pour lui vendre son activité Advanced computing. La transaction s'élève à 410 M€ dont 110 M€ de

compléments de prix basés sur des indicateurs de rentabilité pour les exercices 2025 (50 M€) et 2026 (60 M€). Il s'agit d'un montant moins élevé que les estimations précédentes qui se situaient plutôt entre 500-625 M€. L'ESN française explique cette différence de prix par une évolution du périmètre de la cession qui comprend bien les activités HPC (calcul haute performance) et quantique - dont le tout récent système IQM Spark - ainsi que Business computing & intelligence artificielle, mais pas Vision AI. Cette

activité comprend principalement sa filiale Ipsotek, une start-up britannique rachetée en 2021 spécialisée dans l'analyse de vidéo assistée par l'IA. « La vente d'entreprise révisée par rapport à celle communiquée en novembre 2024 reflète le périmètre réduit de la transaction », assure Atos. Selon la société de service informatique, le chiffre d'affaires des actifs cédés à l'État devrait s'élever à 800 M€ en 2025. Suite à cette vente, la division Eviden d'Atos réduit donc logiquement son périmètre qui regroupait jusqu'alors ses activi-

tés big data, supercalculateur et cybersécurité, mais préfère voir le verre à moitié plein : « Eviden réorganisera ses capacités Vision AI (basées au Royaume-Uni) autour d'une nouvelle division afin de continuer à se concentrer sur l'IA, les données et la sécurité, explique Atos.

Une activité d'analyse vidéo dopée à l'IA portuese

Experte en solutions d'analyse vidéo enrichies par l'IA pour les opérations, la sûreté et la sécurité (par exemple,

la détection de bagage abandonné, la gestion des foules ou l'inspection qualité dans l'industrie), cette structure soutiendra l'organisation du groupe Atos afin de proposer des offres renforcées et à plus forte valeur ajoutée à ses clients. » En conservant Ipsotek, Atos a donc sans doute réalisé un joli coup, puisqu'il garde la main sur un business de l'analyse vidéo dopée à l'IA à très fort potentiel, même s'il reste fortement exposé à des contraintes réglementaires élevées dans certains pays

Brèves

Google fait déjà appel dans son procès antitrust

Dans le viseur du département de la Justice américaine de monopole sur le marché des moteurs de recherche, Google avait fait valoir en avril dernier ses arguments à l'ouverture de son procès. Anticipant un verdict qui pourrait bien être en sa défaveur, la firme de Mountain View a d'ores et déjà annoncé la couleur : « Nous attendrons l'avis de la Cour. Et nous restons fermement convaincus que la décision initiale de la Cour était erronée, et nous attendons avec impatience notre appel éventuel », a déclaré Google dans un message sur X. Le juge Amit Mehta, du district de Washington, a entendu vendredi les plaidoiries finales dans le cadre d'un procès dont la décision est attendue en août ou septembre prochain.

Hugging Face dévoile deux modèles open source de robots

Hugging Face a levé le rideau sur HopeJR et Reachy Mini, deux prototypes de robots dont les plans ont été mis en open source. Le premier modèle est un robot grandeur nature composé de pièces imprimées en 3D destiné aux secteurs de l'éducation et de la recherche qui sera proposé à 3 000 \$. Le second est une version compacte ressemblant davantage à une (grosse) enceinte connectée. Le service d'hébergement de modèles a récemment diversifié son activité en mettant la main sur Pollen Robotics, une start-up bordelaise spécialisée en robotique. Huggingface va lancer par ailleurs la vente d'un bras robotique programmable et imprimable en 3D qui peut ramasser et placer des objets et effectuer quelques autres tâches de base, baptisé SO-101. La division robotique d'Huggingface, LeRobot, s'est associée pour l'occasion à The Robot Studio en

vue d'une commercialisation à partir de 100 \$ en octobre prochain.

Atempo racheté par HorizonH

Le spécialiste de la sauvegarde et de l'archivage, qui avait traversé de graves difficultés en 2023, change de mains. Repris le 28 mai 2025 par la holding HorizonH après une décision rendue par le Tribunal des activités économiques de Marseille, Atempo bénéficie d'un investissement de 5 M€ opéré par cette holding en consortium avec TechLife Capital et NewFund. "HorizonH s'associe aux dirigeants historiques d'Atempo, Luc d'Urso et Cyprien Roy, dont la connaissance fine des enjeux métiers, la maîtrise technologique et l'engagement en faveur de la souveraineté numérique constituent des atouts décisifs", indique peut-on lire dans un communiqué. Contacté pour des précisions, aucun porte-parole ou dirigeants de ces sociétés n'étaient pour l'instant disponibles pour en savoir plus.

ELON MUSK "PAS ASSEZ PRÉSENT"

Des actionnaires de Tesla se rebiffent contre le patron

Dans une longue lettre envoyée à la présidente du conseil d'administration de Tesla, une coalition d'actionnaires de la marque américaine réclame un PDG investi qui s'occupe à temps complet du constructeur. Car de l'Europe à l'Amérique, les ventes flanchent et le feu couve chez Tesla désormais.

Nous exigeons un vrai PDG qui s'occupe de Tesla ! Voici la teneur de la lettre expédiée le 28 mai dernier à Madame Robyn Denholm, présidente du conseil d'administration de Tesla. Signée par différentes organisations (un assureur suédois, la fédération américaine des enseignants, etc.), la lettre se targue de représenter la pensée des détenteurs de 7,9 millions d'actions Tesla... sachant qu'il y en a environ 3,22 milliards sur le marché.

Des dommages à long terme

Mais en dépit du fait qu'ils soient largement minoritaires, ces actionnaires exigent de Tesla et de son PDG Elon Musk une rigueur qui semblerait ne plus être à l'ordre du jour : "Les inquiétudes concernant la mauvaise gouvernance d'entreprise de Tesla sont de plus en plus prononcées avec l'annonce d'une modification du règlement intérieur de Tesla qui réduit la capacité de ses actionnaires à demander des comptes aux administrateurs en cas de manquement à leurs obligations fiduciaires", écrivent les auteurs, qui rappellent notamment "les dommages à long terme" dont la réputation de Tesla souffre déjà.

On demande à Elon Musk d'être plus attentif

Et, selon les actionnaires, le problème a déjà été identifié : "Les activités extérieures de M. Musk semblent avoir détourné son temps et son attention de la gestion active des opérations de Tesla (...). La crise actuelle chez Tesla met en lumière les problèmes à long terme de l'entreprise, qui découlent de l'absence du PDG et qui sont amplifiés par un conseil d'administration qui semble largement désintéressé et peu disposé à agir." Outre cette pique à destination des membres du conseil d'administration, les actionnaires minoritaires se plaignent aussi du fait que Musk céderait à la tentation d'engager des proches



chez Tesla, "ce qui compromet l'indépendance du conseil d'administration". Mais plus qu'une crucifixion en règle de l'actuelle PDG de Tesla, ce courrier semble finalement l'acte fondateur de ce que devrait devenir Tesla une fois Elon Musk parti : il trace en effet toutes les lignes rouges qu'il conviendra de ne pas franchir à l'avenir afin d'avoir une bonne gouvernance.

"On laissera le marché décider"

Parler du PDG de Tesla au passé peut sembler tentant pour certains compte tenu des chiffres de ventes de Tesla dans le monde : la marque a vendu 721 voitures neuves en France en mai 2025 (-67,1%) et 8277 au cumul des 5 mois écoulés (-47,23%). Même schéma en Allemagne (-60,4% au cumul des 4 premiers mois) ou encore en Grande Bretagne, où seulement 1352 Tesla neuves ont trouvé preneurs en 4 mois (-62,1%). Mais c'est surtout dans sa mère patrie

que Tesla a perdu des points : 128 000 modèles neufs ont été distribués aux Etats-Unis au premier trimestre 2025, soit -9%. Ce qui a suscité l'analyse suivante de Cox automotive, la société qui fait autorité sur le marché des voitures neuves aux Etats-Unis : "Les ventes de Tesla on connu un pic au printemps 2023, lorsque la marque a poussé plus de 173 000 véhicules électriques sur les routes, tandis que sa part de marché globale atteignait 5%. Au 1er trimestre 2025, le pionnier de l'électrique est redescendu sur terre : 128 000 ventes, -26% par rapport au pic et une part de marché proche de 3%. Quel avenir pour Tesla ? On laissera le marché décider."

Tesla prépare une offensive

Enterrer Tesla dès à présent serait cependant sans doute aller un peu vite en besogne. La marque est loin de compter uniquement sur son activité de ventes de voitures pour engranger des bénéfices

et les autres domaines du groupe ne donnent pas vraiment de signes d'inquiétude. Tesla prépare en outre une offensive dans le domaine des produits automobiles : 3 à 4 modèles devraient être lancés dans les mois à venir ! Outre un poids lourd « Tesla Semi » déjà vu en Europe, la marque mettrait aussi au point une « Cybercab » ainsi qu'un roadster. Enfin, une petite Tesla serait à l'étude, une information qui n'a jamais été réellement vérifiée à ce jour. En attendant les résultats semestriels de Tesla à paraître en juillet prochain, certains citoyens américains ont décidé de se préoccuper d'Elon Musk à l'occasion de son 54e anniversaire le 28 juin prochain. Le mouvement collectif "Tesla Takedown", qui pointe le fait qu'Elon Musk "est toujours profondément lié au régime de Trump qui alimente les complots et la rhétorique fasciste", organisera ainsi une grande fête à Seattle et promet d'en faire leur "plus grande journée d'actions à ce jour". Wait and see.

Bentley Bentayga Speed V8 : plus puissant que le W12

Bentley présente le nouveau Bentley Bentayga Speed. Celui-ci remplace son W12 par un V8 de 650 ch et 850 Nm sous le capot. Et sans hybridation ! Le Bentley Bentayga Speed est de retour après une brève interruption, une période de transition durant laquelle le puissant SUV britannique a troqué son très apprécié W12 contre un V8 un peu plus compact. Ce dernier, d'une cylindrée de 4 litres, développe pas moins de 650 ch pour un couple maximal de 850 Nm. Il ne s'agit donc pas de la variante hybride rechargeable que l'on retrouve au nez de la Lamborghini Urus SE de 800 ch et 950 Nm. Désormais, le Bentley Bentayga Speed n'a plus besoin d'assistance électrique pour être particulièrement rapide : grâce à la toute nouvelle fonction Launch control, le 0 à 100 km/h ne prend pas plus de 3,4 s, tandis que la vitesse de pointe passe de



306 à 310 km/h. Pour les "mélomanes", une ligne d'échappement Akrapovic dédiée (bien qu'optionnelle), reconnaissable à ses deux silencieux jumeaux, assure le spectacle sonore.

Bentley promet également un plus grand plaisir de conduite. Le mode Sport rend la suspension jusqu'à 15 % plus rigide, le calibrage plus précis de la direction et l'introduction des roues arrière directrices procurent une agilité exacerbée. Le Bentley Bentayga Speed est également équipé d'un système ESP amélioré qui vous permet d'obtenir des niveaux de drift autorisés variables.

Si nécessaire, les énormes jantes forgées de 23 pouces peuvent accueillir des freins en carbone céramique.

Le récent Aston Martin DBX S a rapidement trouvé à qui parler. Le nouveau V8 rend le Bentley Bentayga Speed plus rapide que jamais.

Mots fléchés

Fabriquer		Eperdumen	Éructer	Partie tendre	Faute d'impression	Quantité de boisson	Pinacothèque	Ville belge
Science du vin			Couche	Mine		Plante herbacée		
Elancés		Couches de paille					Points cardinaux	
					Type	Puits naturel	Reste	
						Habiter		
Épouse		Effluve	Examinées					
				Déplacées				Reptile saurien
				Supportent les rayons des roues				Brame
S'amuse			Né a Nazareth			Salve		
			Petite tasse			Beuglants		
Encore présente	Jadis				Panaché			
	H2O							
						Courte épée		
						Cavalier hongrois		
Américium			Petit saint	Résidu de froment	Arbre à caoutchouc			Aurochs
Puberté					Mondain			
			Dispositif de pêche				Académie	
							Lichen	
Via	Outrecuidance	Bascules				Lever le cul		
		Train de banlieue						
			Ameublement	À nous		Lettres pieuses		Écorce de chêne
				Film de Spielberg				
Attaché					Dégouliner			Irisées
Ambulante								
					Réforme	Prénom de Connery		
						Enraciner		
Ingénieur spécialisé dans les sciences		Rubidium	Nanoseconde	Organe d'un sens	Ancienne Allemagne		Grande école Saison chaude	
						Négation	Cri pour invoquer Dionysos	Rivière de la RDC
Dupé					Transmetteur			
Durée d'une révolution					Durillon			
		Arbre	À cet endroit			Idéalisé		
			Cérium			Connu		
Devant devant			Distinction				Mot de passe	
Bière belge								
				Trompées				

ACCIDENTS DE LA ROUTE

39 morts et 1645 blessés en une semaine

Trente-neuf (39) personnes sont décédées et 1645 autres ont été blessées dans 1323 accidents de la route, survenus du 25 au 31 mai à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec 3 morts et 99 blessés, dans 134 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 1157 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas de Chlef (87 incendies), Alger (79) et Blida (60). En outre, les secours de Protection civile ont effectué 6998 interventions pour le sauvetage de 440 personnes en situation de danger et l'exécution de 5921 opérations diverses d'assistance.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 4 juin 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

JUSTICE

Le ministre reçoit la présidente de la HATPLC

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa a reçu la présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Salima Mousserati, avec laquelle il a évoqué les voies et moyens de coordination des efforts et de renforcement de la coopération bilatérale, indique mardi un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue lundi, les deux parties ont abordé "les modalités de renforcement de la coopération et de coordination des efforts entre les deux parties", précise-t-on de même source. Dans son communiqué, la HATPLC a précisé, pour sa part, que la rencontre avait permis d'"évoquer les voies et perspectives de renforcement de la coopération et de coordination des efforts entre les deux parties". Cette coordination comprend essentiellement "tout ce qui a trait à la mise en œuvre de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption et aux efforts déployés par le ministère de la Justice concernant les dispositions y afférentes, outre l'examen des cadres de coopération en matière d'échange intersectoriel qui s'inscrit dans le cadre de la numérisation des secteurs".

ZONE EURO

L'inflation sous la barre des 2% en mai

L'inflation a nettement ralenti en mai dans la zone euro, à 1,9% sur un an (-0,3 point par rapport à avril), repassant sous l'objectif de 2% de la Banque centrale européenne (BCE), a annoncé mardi l'office européen des statistiques (Eurostat). L'indicateur, au plus bas depuis le chiffre de 1,7% atteint en septembre, ouvre la voie à une nouvelle baisse des taux de la BCE dès jeudi, voire à une nouvelle baisse au-delà. L'accalmie des prix est un peu plus marquée que prévu. Les analystes de Factset s'attendaient en moyenne à une inflation à 2% en mai en glissement annuel dans les 20 pays partageant la monnaie unique. Autre bonne nouvelle, l'inflation sous-jacente - corrigée des prix volatils de l'énergie et de l'alimentation - qui fait référence pour les experts - a elle aussi nettement ralenti à 2,3% en glissement annuel, après 2,7% en avril, selon l'Eurostat). Cette embellie provient des services où la hausse des prix à la consommation s'est fortement calmée, à 3,2% sur un an en mai, contre 4% le mois précédent.

FRET MARITIME

La compagnie CMA CGM veut renforcer sa présence en Algérie

Par Mourad A.

En visite officielle en Algérie, Rodolphe Saadé, PDG du groupe CMA CGM, troisième armateur mondial, a exprimé des intentions claires : renforcer la présence du groupe dans le pays, moderniser les infrastructures portuaires et accompagner l'Algérie dans sa transformation en carrefour logistique majeur entre l'Europe et l'Afrique. Une ambition qui s'inscrit dans une dynamique géoéconomique profonde. Invité par le président Abdelmadjid Tebboune, Rodolphe Saadé a effectué, lundi, une visite stratégique en Algérie. À la tête de CMA CGM, géant mondial du transport maritime, il a tenu à réaffirmer publiquement le rôle central que l'Algérie est appelée à jouer dans la logistique régionale. "L'Algérie est un partenaire stratégique pour le groupe CMA CGM", a-t-il déclaré lors de son entretien avec AL24 News. "Nous sommes présents dans ce pays depuis plus de 35 ans, et nous souhaitons intensifier notre engagement". À la croisée des routes maritimes reliant l'Europe, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, l'Algérie suscite un intérêt croissant auprès des grands acteurs logistiques. CMA CGM ne fait pas exception. "Je crois beaucoup au potentiel de l'Algérie. Le pays dispose de tous les atouts pour devenir un hub régional incontournable", a souligné Rodolphe Saadé. "Mais pour y parvenir, il faut moderniser les infrastructures portuaires et résoudre progressivement les difficultés structurelles". Le groupe est déjà présent dans neuf ports algériens, mais c'est le port d'Oran qui concentre actuellement les attentes. Confronté à une congestion croissante, il pourrait bénéficier d'un investissement majeur. "Nous voulons proposer des solutions concrètes au gouvernement algérien, pour accompagner la croissance des échanges et désenclaver les capacités logistiques", a affirmé le PDG. L'ambition algérienne de devenir un pont économique entre le nord et le sud du continent repose aussi sur l'intégration



des différents modes de transport. La relance du rail vient compléter l'offre maritime existante. "Nous sommes un groupe de transport global : maritime, aérien, terrestre. C'est dans cette logique que nous voulons accompagner l'Algérie, notamment dans la connexion entre les ports, les centres logistiques intérieurs et les pays limitrophes". CMA CGM se dit prêt à collaborer avec des partenaires algériens tels que SERPORT et GATMA pour mener à bien des projets structurants. "Nous croyons dans la force du partenariat. Travailler avec des opérateurs locaux est fondamental. Ensemble, on gagne plus", a souligné Saadé, plaçant pour une coopération équilibrée. L'entretien a également mis en lumière les nouvelles liaisons maritimes que l'Algérie développe vers la Mauritanie et le Sénégal. Ces routes, en plein essor, pourraient bénéficier de l'expertise de CMA CGM pour leur structuration. "Je crois au commerce entre pays voisins. Nous pouvons jouer un rôle d'accélérateur pour ces liaisons. Il y a une vraie dynamique à soutenir dans cette région", a-t-il estimé. Dans un contexte de recomposition des flux logistiques mondiaux marqué par les tensions géopolitiques, les réajustements post-COVID et la recherche de circuits plus courts, l'Algérie dispose d'une réelle opportunité stratégique. CMA CGM en-

tend bien l'accompagner dans cette transformation. Avec une croissance économique soutenue, l'Algérie doit se préparer à une augmentation significative des volumes portuaires. Selon Rodolphe Saadé : "Il faut que les terminaux suivent la cadence de développement du pays. Sans cela, on crée des goulets d'étranglement. Si les infrastructures sont à la hauteur, tout le monde y gagne : le pays, les partenaires, les opérateurs". Fort de son expérience dans des terminaux à Tanger, Abidjan ou Lomé, CMA CGM dispose de l'expertise nécessaire pour faire des ports algériens des hubs modernes et compétitifs. Au-delà du maritime, Saadé a également évoqué le potentiel de développement industriel autour des infrastructures logistiques, notamment dans les zones portuaires et les plateformes multimodales. "Nous pouvons co-localiser certaines activités. C'est une manière de faire circuler la valeur, pas seulement les conteneurs". Une approche qui vise aussi à soutenir l'emploi local, le transfert de compétences et l'ancrage régional. En quittant Alger, Rodolphe Saadé s'est montré optimiste : "L'avenir logistique de l'Algérie est entre ses mains. Avec les bons choix, les bons partenaires et une vision claire, ce pays peut devenir un acteur central du commerce international. Et nous voulons en faire partie".

FOIRE DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN - ALGÉRIE 2025

Réunion de coordination consacrée au suivi des préparatifs

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le professeur Kamel Rezig, accompagné du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, ainsi que de la secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des affaires africaines, Salma Bakhta Mansouri, a présidé une réunion de coordination consacrée au suivi des préparatifs en

cours pour l'organisation de la Foire du commerce intra-africain - Algérie 2025, prévue du 4 au 10 septembre prochain au Palais des expositions - Alger. La réunion a enregistré la présence des secrétaires généraux des ministères concernés, ainsi que de représentants de plusieurs organismes et institutions publiques en lien avec l'événement. Lors de cette rencontre, un état d'avancement des préparatifs de cette manifes-

tation économique a été présenté, avec un accent mis sur l'importance de la synergie des efforts et de l'unification des visions afin d'assurer le succès de ce rendez-vous économique continental, qui devrait connaître une large participation de représentants de gouvernements, d'organismes économiques, d'institutions publiques et privées, ainsi que d'acteurs économiques issus de divers pays du continent africain.